



RAPPORT FINANCIER ANNUEL

31 MARS 2011

1. Rapport de Gestion	Page 2
2. Comptes Annuels Sociaux	Page 14
3. Comptes Consolidés	Page 34
4. Rapport des Commissaires aux comptes sur les Comptes Annuels	Page 64
5. Rapport des Commissaires aux comptes sur les Comptes Consolidés	Page 66
6. Déclaration des personnes physiques responsables du Rapport	Page 68

RAPPORT de GESTION AU 31 MARS 2011

Présentation de l'activité de la Société et de ses filiales au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011

Activité de la Société durant l'exercice écoulé

Au cours de l'exercice écoulé, la Société a enregistré une réduction importante de son chiffre d'affaires à 11,4%. Ce chiffre en retrait reflète la concurrence exacerbée à laquelle fait face la Société et l'absence d'innovation technique majeure sur son marché historique (distributeur de produits High Tech). Il masque par ailleurs la nouvelle forte progression de la Galerie Marchande, le chiffre d'affaires réalisé par les partenaires de Rue du Commerce ayant augmenté de 62,4% au cours de l'exercice.

La ventilation du chiffre d'affaires distribution est pour la troisième année consécutive marquée par un poids des ventes de produits informatiques et téléphonie en augmentation, reflétant la faiblesse du marché pour les produits de l'électronique grand public (EGP) en 2010 / 2011.

La répartition du chiffre d'affaires distribution par famille au 31 mars 2010 et au 31 mars 2011 est la suivante :

	31/03/2010	31/03/2011
Informatique & Téléphonie	58%	61%
Photo et vidéo numérique	11%	10%
Hi Fi, lecteurs DVD, TV	18%	16%
Autres	13%	13%

Le montant du chiffre d'affaires distribution s'élève à 306.864 milliers d'euros contre 349.513 milliers d'euros au cours de l'exercice précédent, en régression de 12,2%.

Le montant des commissions perçues par les partenaires de la Galerie s'élève à 5.442 milliers d'euros contre 3.060 milliers d'euros au cours de l'exercice précédent, confirmant le bien-fondé de la stratégie suivie depuis 2007.

Le volume d'affaires réalisé sur l'exercice atteint 380,3 millions d'euros, en régression de 3,6% sur l'exercice précédent (394,7 millions d'euros).

Les achats consommés (prix des marchandises vendues et frais annexes, déduction faites des remises obtenues des fournisseurs) régressent de 12,8%. Ce taux, supérieur à la régression du chiffre d'affaires sur la même période, reflète l'amélioration du taux de marge brute de 15,5% sur l'ensemble de l'année 2009 / 2010 à un taux de 16,8% au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011.

L'effectif moyen total de la Société est passé de 339 à 296 personnes, conséquence de la réorganisation du Groupe en cours d'exercice.

Faits significatifs de l'exercice

Réorganisation de la Société

Pour répondre à la décroissance de l'activité historique High Tech et préserver ses fondamentaux de croissance rentable, Rue du Commerce a mis en place une réorganisation de sa structure mi-2010.

Les coûts de restructuration se sont élevés à 2 millions d'euros.

Présentation des comptes annuels de la Société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011

Les comptes sociaux annuels de l'exercice clos le 31 mars 2011 ont été établis en conformité avec les principes comptables généralement admis en France (PCG), dans le respect des principes de prudence et de continuité conformément aux hypothèses de base de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes et d'indépendance des exercices.

Ces comptes annuels ne comportent aucune modification de présentation ni d'évaluation, par rapport aux exercices précédents.

Pour situer l'activité de la Société au cours de cet exercice, nous vous précisons que les produits d'exploitation réalisés durant l'exercice ont été les suivants :

	Exercice Précédent	Exercice Ecoulé	%
Chiffres d'affaires	355 737 297	316 808 322	-10,9%
Subventions d'exploitation	29 154	39 330	34,9%
Reprises sur amort., dépréciations et provisions	223 714	3 482 938	na
Autres Produits	19 919	46 560	+133,7%
Total des produits d'exploitation	356 010 083	320 377 150	-10,0%

Pour leur part, les charges d'exploitation ont été les suivantes :

	Exercice Précédent	Exercice Ecoulé	%
Achats de marchandises	307 181 951	254 107 147	-17,3%
Variation de stocks (marchandises)	-8 310 561	7 718 500	na
Achat de matières premières	0	0	
Autres achats et charges externes	37 641 390	33 513 260	-11,0%
Impôts, taxes et versements assimilés	1 457 386	1 310 016	-10,1%
Salaires et traitements	10 861 037	10 754 050	-1,0%
Charges sociales	4 887 112	4 860 486	-0,5%
Dot. aux amort. sur immobilisations	833 375	1 004 002	20,5%
Dot. aux prov. sur actif circulant	1 009 008	1 713 818	69,9%

Dot. aux prov. pour risques	0	1 254 355	na
Autres charges	485 423	2 720 596	na
Total des charges d'exploitation	356 046 121	318 956 230	-10,4%

Soit le résultat d'exploitation suivant :

	Exercice Précédent	Exercice Ecoulé	
Résultat d'exploitation	- 36 038	1 420 920	na

Pour sa part, le résultat financier présente les caractéristiques suivantes :

	Exercice Précédent	Exercice Ecoulé	%
Produits des autres valeurs mob.	25 090	22 451	-10,5%
Autres intérêts et produits assimilés	704 495	631 785	-10,3%
Différences positives de change	779	0	na
Reprise sur prov. et transferts de charges	143 371	170 417	+18,9%
Total des produits financiers	873 735	824 653	-5,6%
Dot. aux amortissements et prov.	0	0	na
Intérêts et charges assimilés	4 388	3 230	-26,4%
Différences négatives de change	164 396	186 837	+13,7%
Charge nette sur cession de VMP	0	0	na
Total des charges financières	168 784	190 067	+12,6%
Résultat Financier	704 591	634 586	-9,9%

Enfin le résultat exceptionnel se détermine comme suit :

	Exercice Précédent	Exercice Ecoulé	%
Produits sur opérations de gestion	29 111	85 739	+194,5%
Produits sur opérations en capital	59 936	12 856	-78,6%
Reprise sur provisions	0	0	na
Total des produits exceptionnels	89 048	95 595	+10,7%
Charges sur opérations de gestion	49 474	18 190	-63,2%
Produits sur opérations en capital	2 605	67 806	na
Dotations aux amortissements	0	0	na
Total des charges exceptionnelles	52 079	85 997	+132,6%
Résultat exceptionnel	36 969	12 598	-65,9%

Le résultat net comptable évolue donc dans les conditions suivantes :

Résultat avant impôt et participation	705 882	2 068 104	+193,0%
Participation des salariés	0	0	

Impôt sur les sociétés	97 330	681 924	
Résultat net comptable	608 552	1 386 180	+127,8%

Il sera proposé à l'assemblée générale l'affectation suivante du résultat :

- Affectation du bénéfice, soit 1.386.180,06 euros, au report à nouveau qui passera ainsi de 8.493.905,57 euros à 9.880.085,63 euros.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que la Société n'a pas versé de dividendes au titre des trois exercices précédents.

Est joint en annexe du présent rapport, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de votre Société au cours des cinq derniers exercices.

Décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance

En k€	net 31/03/10	Non échue	0 à 30 J	31 à 60 J	61 à 90 J	91 à 120 J	> 120 J
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	31 495	25 939	3 876	303	611	186	580

En k€	net 31/03/11	Non échue	0 à 30 J	31 à 60 J	61 à 90 J	91 à 120 J	> 120 J
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	22 158	14 915	4 836	542	827	118	920

La Société règle l'ensemble de ses fournisseurs conformément à la législation LME (loi de modernisation de l'économie n°2008-776 du 4 août 2008). Les montants non réglés à la date d'échéance correspondent soit à des marchandises / prestations non livrées à la date de facturation par le fournisseur, soit à des litiges commerciaux non encore résolus.

Evolution du capital social

Au 31 mars 2011, le capital de Rue du Commerce est composé de 11.089.748 actions d'une valeur nominale de 0,25 euros.

L'évolution du capital social sur l'exercice se présente comme suit :

Evolution du capital social	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital Social (1)
Au 31 mars 2010	11 089 748	0,25	2 772 437,00
Augmentation de capital	0	0,25	0
Au 31 mars 2011	11 089 748	0,25	2 772 437,00

(1) en euros

Information annuelle sur l'actionariat

Au 31 mars 2011, le capital social s'élève à 2.772.437 euros divisé en 11.089.748 actions d'une valeur nominale de 0,25 euros.

Conformément à l'article L. 233-13 du Code du commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code du commerce, nous vous indiquons ci-après l'identité des principaux actionnaires au 31 mars 2010 et au 31 mars 2011 :

	Au 31 mars 2011			Au 31 mars 2010		
	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote
Patrick JACQUEMIN *	919 107	8,29%	12,82%	979 107	8,80%	12,70%
Gauthier PICQUART	949 650	8,56%	13,25%	949 650	8,60%	12,30%
Guillaume DECITRE	1	0,00%	0,00%	0	0,00%	0,00%
Groupe Apax	1 307 645	11,79%	18,24%	1 307 645	11,80%	17,30%
Parinvest	1 118 169	10,08%	7,80%	0	0,00%	0,00%
Groupe Galileo	0	0,00%	0,00%	712 892	6,40%	9,40%
Financière de l'Echiquier	735 712	6,63%	5,13%	555 550	5,00%	3,70%
Autres Nominatifs	151 975	1,37%	1,99%	174 391	1,60%	2,30%
Flottant	5 907 489	53,28%	40,77%	6 410 513	57,80%	42,30%
Total	11 089 748	100,00%	100,00%	11 089 748	100,00%	100,00%

* Donation par Monsieur Patrick Jacquemin de 60.000 actions à ses enfants au cours de l'exercice.

Par courrier du 2 décembre 2010, la société anonyme Financière de l'Echiquier, agissant pour le compte des fonds dont elle assure la gestion, a déclaré, à titre de régularisation, avoir franchi à la hausse le 1^{er} septembre 2010, par suite d'une acquisition d'actions Rue du Commerce sur le marché, le seuil de 5% des droits de vote de la Société et détenir à cette date, pour le compte desdits fonds, 735.712 actions Rue du Commerce représentant 6,63% du capital et 5,11% des droits de vote de la Société. La société Financière de l'Echiquier a déclaré détenir, au 2 décembre 2010, 762 000 actions Rue du Commerce représentant autant de droits de vote, soit 6,87% du capital et 5,29% des droits de vote de la Société.

Par courrier du 13 août 2010 (complété par un courrier reçu le 17 août 2010), la société par actions simplifiée Parinvest (indirectement contrôlée par la société Rallye, elle-même contrôlée indirectement par Monsieur Jean-Charles Naouri) a déclaré avoir franchi à la hausse, le 9 août 2010, par suite d'une acquisition d'actions Rue du Commerce hors marché, le seuil de 10% du capital de la Société et détenir 1.118.169 actions Rue du Commerce représentant 10,08% du capital et 7,80% des droits de vote de la Société. Par courrier du 25 mai 2010, Parinvest avait déclaré avoir franchi en hausse, le 19 mai 2010, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la Société et détenir 796 811 actions Rue du Commerce représentant autant de droits de vote, soit 7,19% du capital et 5,53% des droits de vote de cette société.

Opérations réalisées par les dirigeants sur leurs titres

Il est précisé que Monsieur Patrick Jacquemin a réalisé une donation à ses enfants de 60.000 actions au cours de l'exercice. Ces actions conservent un droit de vote double.

Information sur l'actionnariat salarié

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des plans d'options de souscription et/ou d'achat d'actions encore en vigueur au cours de l'exercice.

	Options de souscription d'actions					
	Plan n° 1	Plan n° 2	Plan n° 3	Plan n° 4	Plan n° 5	Plan n° 6
Date de l'assemblée générale	28/09/2006	28/09/2006	27/09/2007	22/09/2009	22/09/2009	29/07/2010
Date du Conseil d'administration	03/10/2006	14/05/2007	19/02/2008	21/10/2009	06/07/2010	14/02/2011
Nb total d'options autorisées	75 000	221 000	106 000	246 700	69 000	36 000
Nb total d'options restantes au 31/03/10	71 000	178 000	87 900	241 400	0	0
Nb d'options exercées au cours de l'exercice	0	0	0	0	0	0
Nb d'options supprimée au cours de l'exercice	53 000	30 000	35 800	60 800	5 000	0
Nb total d'options restantes au 31/03/11	18 000	148 000	52 100	180 600	64 000	36 000

État de la participation des salariés au capital social au titre des formes d'actionnariat collectif définies à l'article L. 225-102 du Code de commerce :

Aucune action Rue du Commerce n'est détenue par les salariés dans le cadre d'un PEE (plan d'épargne entreprise) ou d'un FCPE (fond commun de placement d'entreprise) géré collectivement.

Actions détenues en propre

L'assemblée générale mixte de la Société du 29 juillet 2010 (7^{ème} résolution) a autorisé le Conseil d'administration à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions (le "**Programme de Rachat**"), conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, du Règlement n° 2273/2003 de la Commission européenne du 22 décembre 2003 pris en application de la directive 2003/6/CE du 28 janvier 2003 et des articles 241-1 à 241-6 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers (l'"**AMF**") ou de toute disposition qui viendrait s'y substituer.

Le Conseil d'administration a mis en œuvre ce Programme de Rachat au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011. Les modalités des achats effectués sont décrites ci-dessous.

Programme de Rachat 2010

Le Programme de Rachat a été adopté pour une période de 18 mois à compter du 29 juillet 2010. En vertu de cette autorisation, le prix unitaire maximum d'achat a été fixé à 12 euros.

Le Conseil d'administration est autorisé à procéder à l'achat de ses propres actions représentant jusqu'à 10 % du nombre des actions composant le capital social à quelque moment que ce soit, ou représentant jusqu'à 5% du nombre d'actions composant le capital social de la Société à quelque moment que ce soit, s'il s'agit d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de croissance externe.

Conformément à la réglementation en vigueur et aux pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers, les différents objectifs du Programme de Rachat sont les suivants, par ordre de priorité décroissant :

- (a) d'assurer la liquidité et d'animer le marché de l'action Rue du Commerce, par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité, dans le respect de la pratique de marché admise par l'AMF ;
- (b) de couvrir des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salariés et/ou mandataires sociaux éligibles de la Société et/ou de ses filiales et plus précisément à l'effet :

- (i) de couvrir des plans d'options d'achat d'actions au profit des salariés et/ou des mandataires sociaux éligibles et/ou de certains d'entre eux, de la Société et/ou des sociétés de son groupe qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce ;
 - (ii) d'attribuer gratuitement des actions aux salariés et anciens salariés au titre de leur participation à un plan d'épargne d'entreprise de la Société ou d'un plan d'épargne d'entreprise du groupe Rue du Commerce ;
 - (iii) d'attribuer gratuitement des actions aux salariés et aux mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions définies à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ;
- (c) de les conserver et de les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe, dans le respect de la pratique de marché admise par l'AMF ;
 - (d) de les remettre lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution d'actions de la Société ;
 - (e) de les annuler, totalement ou partiellement, en vue d'optimiser la gestion de la trésorerie, la rentabilité des fonds propres et le résultat par action ;
 - (f) de mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être autorisée par l'AMF et, plus généralement, de réaliser toutes opérations conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'assemblée générale mixte de la Société du 29 juillet 2010 (19^{ème} résolution) a autorisé le Conseil d'administration à annuler, en une ou plusieurs fois, les actions acquises par la Société au titre de la mise en œuvre de l'autorisation donnée à la 7^{ème} résolution de l'assemblée générale, dans la limite de 10 % du capital social de la Société par période de 24 mois et réduire corrélativement le capital social.

Rachats et ventes d'actions réalisés par Rue du Commerce au cours de l'exercice

1. Rachats et ventes effectués en vue d'assurer la liquidité et animer le marché de l'action Rue du Commerce

Le 30 septembre 2005, Rue du Commerce a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AFEI (devenue l'AMAFI) approuvée par l'instruction de l'Autorité des marchés financiers du 22 mars 2005 à PORTZAMPARC S.A.

Au titre de ce contrat, la Société était propriétaire, à la date du 31 mars 2011, de 12.141 actions détenues en propre, représentant 0,1% du capital de Rue du Commerce, valorisées 76 milliers d'euros. Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Au cours de l'exercice et au titre de ce contrat d'animation du marché, 67.701 actions ont été achetées à un cours moyen de 5,84 euros et 64.787 actions cédées au cours moyen de 5,93 euros.

2. Rachats en vue de la conservation et de la remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe

La Société a lancé un programme de rachat de ses propres titres en vue de financer d'éventuelles acquisitions.

A la date du 31 mars 2011, la Société était propriétaire au titre de cet objectif de 50.766 actions, soit 0,5% du nombre total d'actions composant le capital social de la Société.

Ces 50.766 actions étaient valorisées 319 milliers d'euros au 31 mars 2011. Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Le montant des frais de négociation s'est élevé à 897 euros.

Ces actions n'ont fait l'objet d'aucune utilisation ou nouvelle réallocation au 31 mars 2011.

Perspectives d'avenir

En 2011/2012, la Société entend poursuivre en dépit d'une concurrence toujours aussi exacerbée le modèle de croissance rentable mis en œuvre depuis plusieurs années autour des produits high-tech, des services et de la Galerie.

Evènements postérieurs à la date de clôture de l'exercice

Il n'existe à la date d'établissement du présent rapport aucun élément important susceptible d'être signalé pouvant avoir une influence significative sur la marche de l'entreprise et sur les états financiers clos au 31 mars 2011.

Montant des dépenses et charges non déductibles fiscalement

Il est précisé que la Société n'a engagé aucune dépense somptuaire telle que visée à l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

Le montant des pénalités et amendes non déductibles, comptabilisés sur l'exercice, s'élève à 1.594 euros.

Informations sur les risques

Risque de taux d'intérêt et de liquidité

Historiquement, la Société a financé sa croissance grâce à ses actionnaires, la Société n'ayant recours à l'endettement que de manière ponctuelle et pour financer des projets précis.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011, la Société disposait de facilités de trésorerie accordées à court terme, qui n'ont été que partiellement utilisées, et consenties par les banques LCL (2 millions d'euros), HSBC (1 million d'euros) et ABN Amro (1 million d'euros).

Les facilités de trésorerie accordées par les banques sont renouvelées et renégociées chaque année. Des discussions auront lieu au cours du mois d'octobre 2011 pour renouveler les facilités de trésorerie permettant de couvrir les besoins de financement maximum estimés pour l'exercice en cours : pour l'exercice 2010 / 2011 il a ainsi été obtenu un crédit de campagne additionnel à hauteur de 10 millions d'euros auprès de LCL.

Compte tenu de sa position de trésorerie, la Société n'est actuellement exposée à aucun risque de liquidité. Pour les mêmes raisons, la Société n'est pas exposée à un quelconque risque de taux d'intérêt.

Risque sur actions

Il n'existe pas de risque significatif lié à une fluctuation du marché boursier dans la mesure où la trésorerie de la Société est placée en produits monétaires sans risques.

Risque de change

La Société n'a aucune position nette dans une quelconque devise étrangère au 31 mars 2011.

La Société estime que le risque de change auquel elle est exposée dans le cadre de son activité n'est pas significatif, dans la mesure où elle réalise plus de 95% de ses achats en euros et moins de 5% en dollars américains, répercutant intégralement sur son prix de vente les

variations éventuelles du dollar. Le chiffre d'affaires, les charges d'exploitation, les dépenses d'investissement, actifs et passifs de la Société sont libellés en euros.

Cependant, une hausse significative du dollar américain au détriment de l'euro pourrait avoir une incidence directe sur les prix des produits et donc sur l'activité de la Société. En effet, la plupart des produits vendus par la Société sont fabriqués en Asie et aux Etats-Unis d'Amérique et sont vendus à des importateurs européens sur la base du dollar américain.

Risque de crédit

Le Groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée (pour la partie de vente administrations). Par ailleurs, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent, et par conséquent, l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

Activité de la filiale de la Société durant l'exercice écoulé

Au 31 mars 2011, Rue du Commerce a pour seule filiale, détenue à 100%, la société Maxidome, SAS au capital social de 37.000 euros. Cette Société n'a eu aucune activité commerciale au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011.

Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires

La Société a pour objectif constant d'adapter ses moyens financiers et humains à l'évolution de l'activité prévisible à moyen terme.

La Société ne prévoit pas d'avoir recours à de l'endettement moyen ou long terme pour faire face à l'évolution des affaires, compte tenu de la structure du bilan et du besoin en fonds de roulement qui en découle et des investissements limités.

La Société prévoit toutefois de demander à ses partenaires financiers le renouvellement des autorisations de découvert accordées, pour couvrir notamment les besoins de financement liés à l'augmentation temporaire du volume des stocks en fin d'année.

Activités en matière de recherche et développement

Les équipes informatiques de la Société travaillent quotidiennement au développement et à l'amélioration des outils informatiques afin d'optimiser le fonctionnement du site et le traitement de l'information. La Société n'a pas d'autre activité en matière de recherche et développement.

Conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code du commerce

Vos commissaires aux comptes, dans leur rapport spécial, ont établi en application de l'article L. 225-40 et suivants du Code du commerce, l'état des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants dudit Code. Il est précisé qu'en application de la loi du 15 mai 2001, modifiant l'article L. 225-39 du Code du commerce, votre Président a confirmé au Conseil d'administration et aux commissaires aux comptes de la Société qu'aucune convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce n'a été conclue ou n'a poursuivi ses effets au cours de l'exercice 2010/2011.

Il est précisé qu'un contrat de services, portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, a été conclu le 12 juin 2009 entre la société Patjack SAS, dont le dirigeant (et également actionnaire) est Monsieur Patrick Jacquemin, administrateur de Rue du Commerce, et la Société. La société PatJack SAS a au cours de l'exercice 2010 / 2011 facturé à la Société des prestations pour un montant de 94.129 euros H.T.

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'Administration de Rue du Commerce dans sa séance du 27 avril 2009. Les prestations effectuées dans le cadre de cette convention ont porté principalement sur des domaines d'assistance dans le domaine stratégique et marketing de la Société et en matière de copie privée.

Rémunérations des mandataires sociaux en 2010 / 2011

Le montant global des rémunérations allouées aux organes de direction du Groupe à raison de leurs fonctions au sein des sociétés du Groupe s'élève, au titre de l'exercice clos le 31 mars 2011, à 323 milliers d'euros.

<i>(en euros)</i>	31/03/2010	31/03/2011
Gauthier PICQUART – Président Directeur Général		
Rémunération Fixe	204 000	204 000
Rémunération Variable	0	0
Avantages en nature	9 427	9 453
TOTAL	213 427	213 453

Monsieur Gauthier Picquart ne bénéficie d'aucune rémunération variable.

Aucun jeton de présence n'a été versé aux membres des organes de direction au titre des trois derniers exercices clos. Il sera proposé à la prochaine assemblée générale de fixer un montant maximum de jetons de présence que le conseil répartira entre ses membres pour l'exercice social ouvert le 1er avril 2011.

Les membres des organes de direction et les administrateurs non membres des organes de direction ne bénéficient d'aucun stock-option ou titre donnant accès au capital.

Les membres des organes de direction ne bénéficient de même d'aucun engagement pris par la Société et correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à la cessation ou au changement de leurs fonctions, ou postérieurement à celles-ci.

Il est par ailleurs rappelé que la liste des mandats et fonctions exercés dans toute société, durant l'exercice écoulé, par chacun des mandataires sociaux figurent en annexe au présent rapport.

Développement durable

La Société Rue du Commerce est certifiée ISO 14001 V2004 depuis 2009 par AFNOR Certification pour toutes ses activités et ses sites de Saint-Ouen, Aix en Provence et Saint-Quentin Fallavier.

Les emballages de transport sont constitués pour l'essentiel de matériaux écologiques et biodégradables.

La Société est adhérente d'Eco-Emballage, d'Eco-Systèmes et d'Eco-Folio afin de participer à l'élimination des déchets liés à son activité de distributeur sur Internet.

La Société a réalisé dès 2008 une étude relative à l'émission de carbone liée à son activité. Il en ressort que 50% de ses émissions proviennent des suremballages des produits, 25% aux déplacements de ses collaborateurs qui se rendent sur le lieu de travail et 25% pour les autres activités (énergie, ...).

La Société compense depuis plusieurs années sa production interne de carbone par du mécénat en faveur de projets écologiques.

Impact social et environnemental

L'effectif moyen salarié se présente ainsi :

	31/03/09	31/03/10	31/03/11
Hommes	160	174	150
Femmes	151	165	146
TOTAL	311	339	296
Contrats à durée indéterminée	248	293	265
Contrats à durée déterminée	63	46	31
TOTAL	311	339	296
Cadres	110	119	99
Employés	201	220	197
TOTAL	311	339	296

La durée du temps de travail hebdomadaire est de 35 heures dans toute l'entreprise.

La masse salariale a évolué de la façon suivante :

	31-mars-10	31-mars-11
Charges salariales	10 861	10 754
Charges sociales	4 887	4 861
Total Frais de personnel	15 748	15 615

Un plan de formation est mis en place, et comprend des formations aux langues étrangères, au management, ou à des domaines spécifiques liés à l'activité de la Société.

Aucune provision pour participation des salariés n'a été comptabilisée au titre de l'exercice 2010 / 2011 ni au titre de l'exercice précédent. Il n'est pas prévu de plan d'intéressement.

Droit Individuel de formation

Les articles L. 6323-1 et suivants du Code du Travail ouvrent pour les salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminé de droit privé, un droit individuel à formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans (plafonné à 120 heures).

Le volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande s'élève à 13.956 heures au 31 mars 2011.

Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

En vertu de l'autorisation conférée au Conseil d'administration par l'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le 29 juillet 2010, le Conseil d'administration peut procéder à des achats d'actions de la Société dans la limite de 5 ou 10% du capital social de la Société.



Comptes Sociaux
Rue du Commerce
31 mars 2011

1. BILAN

BILAN ACTIF en euros	31-mars-11			31-mars-10
	Brut	Amortissements	Net	Net
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 655 353	1 490 333	165 021	333 515
Fonds commercial	154 169		154 169	154 169
Autres immobilisations incorporelles	1 507 048	1 466 650	40 398	58 029
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Total Immobilisations Incorporelles	3 316 570	2 956 983	359 588	545 713
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	3 281	3 281		
Autres immobilisations corporelles	4 643 921	3 520 184	1 123 738	1 246 819
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Total Immobilisations corporelles	4 647 202	3 523 465	1 123 738	1 246 819
Participations	37 000		37 000	37 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	560 332		560 332	552 715
Total Immobilisations financières	597 332		597 332	589 715
ACTIF IMMOBILISE	8 561 104	6 480 447	2 080 657	2 382 247
Stock de matières premières				
Stock d'en-cours de product. de biens				
Stock d'en-cours de product. de services				
Stock de produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises	21 892 130	1 000 431	20 891 699	28 776 651
Total Stocks et en-cours	21 892 130	1 000 431	20 891 699	28 776 651
Avances, acomptes versés sur commandes	129 475		129 475	131 618
Créances clients et comptes rattachés	19 483 787	1 869 772	17 614 015	17 738 948
Autres créances	9 527 062		9 527 062	7 123 353
Capital souscrit et appelé, non versé				
Total Créances	29 140 324	1 869 772	27 270 552	24 993 919
Valeurs mobilières de placement	11 482 008		11 482 008	
Disponibilités	6 508 419		6 508 419	17 672 202
Charges constatées d'avance	549 372		549 372	658 338
Total Disponibilités et divers	18 539 799		18 539 799	18 330 540
ACTIF CIRCULANT	69 572 253	2 870 203	66 702 050	72 101 110
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actifs				
TOTAL GENERAL	78 133 357	9 350 650	68 782 707	74 483 357

BILAN PASSIF	31-mars-11	31-mars-10
en euros	Net	Net
Capital social ou individuel	2 772 437	2 772 437
Prime d'émission	21 314 411	21 314 411
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	277 244	277 244
Réserves Statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	8 493 906	7 885 353
Résultat de l'exercice	<u>1 386 180</u>	<u>608 552</u>
SITUATION NETTE	34 244 177	32 857 997
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	34 244 177	32 857 997
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	77 668	75 898
Provisions pour charges	332 717	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	410 385	75 898
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 586	7 820
Emprunts et dettes financières divers		
DETTES FINANCIERES	4 586	7 820
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 158 744	31 494 720
Dettes fiscales et sociales	7 373 786	6 572 585
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 701
Autres dettes	<u>4 117 666</u>	<u>2 836 547</u>
DETTES DIVERSES	33 650 196	40 905 553
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	473 364	636 089
DETTES	34 128 146	41 549 462
Ecart de conversion actif		
TOTAL GENERAL	68 782 707	74 483 357

2. COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT (1ère partie) en euros	31-mars-11			31-mars-10
	France	Export	Total	Total
Ventes de marchandises	284 060 253	8 164 976	292 225 229	333 530 595
Production vendue de biens				
Production vendue de services	23 213 029	1 370 064	24 583 093	22 206 702
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	307 273 282	9 535 040	316 808 322	355 737 297
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			39 330	29 154
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			3 482 938	223 714
Autres produits			46 560	19 919
PRODUITS D'EXPLOITATION			320 377 150	356 010 084
Achats de marchandises			254 107 147	307 181 951
Variation de stock de marchandises			7 718 500	-8 310 561
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières)				
Autres achats et charges externes			33 513 260	37 641 390
CHARGES EXTERNES			295 338 907	336 512 780
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES			1 310 016	1 457 386
Salaires et traitements			10 754 050	10 861 037
Charges sociales			4 860 486	4 887 112
CHARGES DE PERSONNEL			15 614 536	15 748 149
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 004 002	833 375
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			1 713 818	1 009 008
Dotations aux provisions pour risques et charges			1 254 355	
DOTATIONS D'EXPLOITATION			3 972 175	1 842 383
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			2 720 596	485 423
CHARGES D'EXPLOITATION			318 956 230	356 046 121
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 420 920	-36 037

COMPTE DE RESULTAT (2ème partie)	31-mars-11	31-mars-10
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 420 920	-36 037
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	22 451	25 090
Autres intérêts et produits assimilés	631 785	704 495
Reprises sur provisions et transferts de charges		779
Différences positive de change	170 417	143 371
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
PRODUITS FINANCIERS	824 653	873 735
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	3 230	4 388
Différences négatives de change	186 837	164 396
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES	190 067	168 784
RESULTAT FINANCIER	634 586	704 951
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	2 055 506	668 914
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	85 739	29 111
Produits exceptionnels sur opérations en capital	12 856	59 936
Reprises sur provisions et transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	98 595	89 047
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	18 190	49 474
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	67 806	2 605
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	85 997	52 079
RESULTAT EXCEPTIONNEL	12 598	36 968
Participation des salariés aux fruits de l'expansion		
Impôts sur les bénéfices	681 924	97 330
TOTAL DES PRODUITS	321 300 398	356 972 867
TOTAL DES CHARGES	319 914 217	356 364 315
BENEFICE ou (PERTE)	1 386 180	608 552

3. ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX - EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011

1. Informations relatives à l'entreprise

En date du 7 juin 2011, le conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers de Rue de Commerce pour l'exercice clos le 31 mars 2011.

Le bilan, avant répartition de l'exercice clos le 31 mars 2011 dont le total est de 68.782.707 euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégage un bénéfice de 1.386.180 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er avril 2010 au 31 mars 2011.

2. Évènements significatifs de la période

A l'issue d'une année 2009 / 2010 marquée par des acquisitions désormais complètement intégrées et dans un environnement de consommation offrant une visibilité réduite, Rue du Commerce a décidé d'ajuster au cours du 1^{er} semestre 2010 / 2011 ses charges afin d'améliorer sa compétitivité et de répondre à la décroissance de l'activité historique High Tech.

Le coût de cet ajustement, conjuguant réduction d'effectif, réorganisation de certains process et renforcement des activités particulièrement porteuses, dont la Galerie, s'est élevé à 2 millions d'euros avant impôts.

3. Règles et Méthodes comptables

Les comptes sociaux sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (€000) sauf indication contraire.

Conformité aux normes comptables

Les comptes annuels au 31 mars 2011 ont été établis en conformité avec les principes comptables généralement admis en France (PCG) dans le respect des principes de prudence et de continuité conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Conversion des monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle et de présentation de Rue de Commerce est l'euro (€). Les opérations en monnaies étrangères sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction. A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Entreprises liées

Les montants qui sont indiqués dans les différents tableaux concernant les entreprises liées se rapportent aux opérations réalisées avec les sociétés du groupe Rue du Commerce consolidées.

Suivi ultérieur de la valeur des actifs

Par application du règlement CRC 2002-10, un test de dépréciation (perte de valeur) est effectué en cas d'indice de perte de valeur des actifs.

Pour chaque actif concerné, la valeur nette comptable au bilan des actifs est comparée à la valeur actuelle. La valeur actuelle est la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage.

La valeur d'usage est calculée à partir des estimations des avantages économiques futurs attendus. Dans la généralité des cas, elle est déterminée par la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (DCF). Elle est estimée soit directement, soit indirectement au travers de l'estimation de la valeur d'usage de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle les actifs concernés appartiennent.

La valeur vénale correspond au prix auquel la société pourrait prétendre au titre de la cession de l'actif testé, diminué des coûts de vente. Ce prix net des coûts de vente est généralement estimé en appliquant un multiple de valorisation actualisé au résultat opérationnel moyen estimé sur 3 ans généré par l'actif testé.

Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si la valeur nette comptable au bilan est supérieure à la valeur actuelle.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou leur prix de revient.

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- Les frais de création et du développement, dans les phases initiales, du site internet rueducommerce.com (totalement amortis à ce jour)
- Des noms de domaine et la marque Alapage
- Des logiciels
- Des fonds commerciaux (rachat du fonds de commerce de CD AND CO pour 91 k€ en septembre 2001 et rachat des fonds commerciaux TopAchat et Clust pour 63 k€ en mars 2009, tous ces fonds étant toujours exploités actuellement)
- Des bases de données

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée des immobilisations.

Immobilisations incorporelles	Durées d'amortissement
Noms de domaine internet	Non amorti
Fonds commercial	Non amorti
Marque & bases de données	3 ans
Logiciels	1 an

Fonds commercial CD & CO :

Le fonds de commerce acquis comprenait notamment l'activité de vente aux administrations et aux écoles, qui a généré sur l'exercice clos le 31 mars 2011 un chiffre d'affaires de 29,4 millions d'euros. Aucun indice de perte de valeur n'étant identifié, la société considère donc qu'il n'y a pas lieu de procéder à une dépréciation de ce fonds de commerce au 31 mars 2011.

Fonds commercial TopAchat / Clust :

Le fonds de commerce acquis comprend notamment l'activité de vente sur Internet, via 2 sites exploités sous les enseignes Topachat.com et Clust.com, d'une vaste gamme de produits relatifs

notamment au domaine de l'informatique, des nouvelles technologies de l'information et de la communication à destination des particuliers. Cette activité a généré au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011 un chiffre d'affaires de 42,7 millions d'euros.

Actifs Alapage

Dans le cadre du rachat d'un certain nombre d'actifs l'activité Alapage au 01 septembre 2009, la marque Alapage a été inscrite au bilan pour un montant de 50K€.

Compte tenu de l'écart important entre le chiffre d'affaires estimé de l'activité lors de l'évaluation à la juste valeur à la date d'acquisition et le chiffre d'affaires réel, la marque a été dépréciée au 31 mars 2011 pour un montant de 15 K€. Sa valeur nette est de 35 K€ au 31 mars 2011.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, sur les durées d'utilisation suivantes :

	Durées d'amortissement
• Agencements et Installations	3 ans
• Mobilier, matériel de bureau et inf.	3 ans
• Central téléphonique (autocommutateur)	5 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent essentiellement les actions de la société détenues en propre, les dépôts et cautionnements, ainsi que les prêts qui sont comptabilisés à leur valeur nominale et font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur probable de recouvrement.

Les actions Rue du Commerce détenues en propre, en raison du contrat de liquidité signé avec la société Portzamparc (voir plus loin la description de ce contrat) ou du contrat de croissance externe sont classées en immobilisations financières et représentent respectivement 76 et 189 milliers d'euros de valeur brute.

Stocks

Les stocks de marchandises sont valorisés au prix unitaire moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation est appliquée lorsque la valeur nette comptable des stocks à la clôture devient supérieure à la valeur de réalisation. La valeur de réalisation est déterminée en fonction des perspectives de ventes.

Les articles assemblés sont valorisés à la somme des coûts d'achat de leurs composants.

Clients et créances rattachées

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture déduction faite des dépréciations des montants non recouvrables. Une estimation du montant de créances douteuses est effectuée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Une dépréciation des créances est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale, la valeur d'inventaire des créances étant déterminée en fonction d'éventuels problèmes de recouvrement ou de l'existence de procédures judiciaires ou contentieuses.

Les créances site impayées depuis plus de 30 mois déjà provisionnées à hauteur de 95% ont fait l'objet de la constatation d'une perte sur créances irrécouvrables. L'impact net sur le résultat après déduction de la provision est une perte de 98K€.

Autres créances

Les autres créances sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur nette comptable des créances devient inférieure à la valeur recouvrable, qui elle est appréciée à chaque clôture.

Trésorerie et Valeurs Mobilières de Placement

La trésorerie et les dépôts à court terme comptabilisés au bilan comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût historique et font l'objet d'une dépréciation lorsque la valeur de marché devient inférieure à la valeur comptable. Les valeurs mobilières de placement comprennent essentiellement des Sicav de trésorerie régulières.

Provisions pour risques et charges

Une provision est constituée lorsque la société a une obligation légale, réglementaire ou contractuelle résultant d'événements antérieurs, qu'il est probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être évalué de façon fiable.

Les provisions constituées découlent de litiges commerciaux ou prud'homaux ou d'autres risques.

De manière générale, chacun des litiges connus fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis éventuels de conseils externes, les provisions jugées nécessaires sont constituées pour couvrir les risques estimés.

Les coûts estimés restant à courir sur l'accompagnement du PSE ont été provisionnés dans les comptes clos au 31 mars 2011 pour 333 K€

Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

Au 31 mars 2011, les avantages postérieurs à l'emploi accordés aux salariés de Rue du Commerce correspondent exclusivement aux indemnités de départ à la retraite. Les indemnités légales et conventionnelles sont calculées pour chacun des salariés de la société présent en fonction de leur ancienneté théorique le jour de leur départ en retraite, conformément à la recommandation 03-R-01 du Conseil National de la Comptabilité du 1er avril 2003.

L'engagement pour retraite n'est pas comptabilisé dans les comptes sociaux mais indiqué en engagement hors bilan.

4. Recours à des estimations

Pour préparer les informations financières, conformément aux principes comptables généralement admis, la Direction doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actifs et de passifs, ainsi que les informations fournies sur les actifs et les passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières, et les montants présentés au titre des produits et charges de la période.

Les principales estimations utilisées par la Direction concernent :

- les provisions pour risque et charges (cf. 14)
- les dépréciations des créances clients (cf. 9)
- La dépréciation des stocks (cf. 8)
- les remises de fins d'année

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs. Ces estimations et appréciations sont susceptibles d'être modifiées au cours des périodes ultérieures et d'entraîner des ajustements.

5. Produits et charges

Chiffre d'affaires

La société comptabilise son chiffre d'affaires selon les modalités suivantes :

Ventes de produits high-tech : Le chiffre d'affaires est reconnu au moment de l'expédition des produits.

Ventes de la Galerie : La commission est constatée à la livraison des marchandises par le partenaire.

Ventes de services : Le chiffre d'affaires des services associés aux produits, services dont la prestation est assurée par un partenaire, est reconnu à l'expédition des produits. Le chiffre d'affaires des services associés aux produits, services dont la prestation est assurée par Rue du Commerce, est pris à l'avancement au cours de la période sur laquelle le service est offert.

Prestations publicitaires : Le chiffre d'affaires de la régie est reconnu lorsque la publicité a été diffusée sur un ou plusieurs sites de la Société.

Les réductions accordées aux clients lors de la vente sont immédiatement déduites du prix de vente.

A la clôture de chaque exercice, la société enregistre dans le poste « avoirs à émettre » le montant total des bons d'achats adressés à ses clients, encore valides, et non utilisés.

Autres Produits

(en k€)	31-mars-10	31-mars-11
Subventions publiques	29	39
Autres produits	20	47
Total Autres produits	49	86

Des subventions publiques ont été reçues pour favoriser l'emploi de certaines catégories du personnel.

Frais de personnel

(en k€)	31-mars-10	31-mars-11
Charges salariales	10 861	10 754
Charges sociales	4 887	4 860
Total Frais de personnel	15 748	15 614

Produits et charges financiers

Les produits financiers sont principalement constitués par les profits réalisés par le placement de la trésorerie excédentaire en Sicav de trésorerie régulières, par les escomptes pour paiement anticipé réalisés auprès de nos fournisseurs, par les profits de change réalisés sur nos dettes fournisseurs et par les gains réalisés sur les cessions de nos actions détenus en propres.

Les charges financières sont principalement constituées par les intérêts débiteurs versés à nos banques, les pertes de changes réalisées sur nos dettes fournisseurs, les pertes réalisées sur les Sicav et les pertes réalisées sur les cessions de nos actions détenues en propres.

Produits et charges exceptionnels

Les produits exceptionnels sont principalement constitués par des indemnités perçues suite à la résolution favorable pour la société de litiges commerciaux.

Les charges exceptionnelles sont principalement constituées de pénalités et amendes versées au Trésor Public ou organismes sociaux.

6. Impôts sur le résultat

Une charge d'impôt de 681.924 euros a été constatée pour l'exercice clos le 31 mars 2011.

7. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Valeurs brutes (en milliers d'euros)								
	Fonds de Commerce	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Autres Immos Financières
Au 31 mars 2010	154	1 705	1 442	3 301	3	3 964	3 967	589
Acquisitions	0	0	65	65	0	680	680	440
Reclassement	0	0	0	0	0	0	0	0
Cessions	0	50	0	50	0	0	0	432
Au 31 mars 2011	154	1 655	1 507	3 316	3	4 644	4 647	597
Amortissements (en milliers d'euros)								
	Fonds de Commerce	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Autres Immos Financières
Au 31 mars 2010	0	1 372	1 384	2 756	3	2 717	2 720	0
Dotations	0	118	83	201	0	803	803	0
Reprises	0	0	0	0	0	0	0	0
Au 31 mars 2011	0	1 490	1 467	2 957	3	3 520	3 523	0
Valeurs nettes (en milliers d'euros)								
	Fonds de Commerce	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Autres Immos Financières
Au 31 mars 2010	154	333	58	545	0	1 247	1 247	589
Au 31 mars 2011	154	165	40	359	0	1 124	1 124	597

8. Stocks

(en k€)	31/03/10	31/03/11
Valeur Brute	29 611	21 892
Provisions	(834)	(1 000)
Valeur Nette	28 777	20 892

9. Clients et autres créances

(en k€)	Brut 31/03/11	Prov.	Net 31/03/11	A 1 an au +	A + d'1 an et à 5 ans au +	A + de 5 ans	Net 31/03/10
Avances et Acomptes	129	0	129	129	0	0	132
Créances Clients et rattachées	19 484	-1 870	17 614	17 614	0	0	17 739
Autres créances et comptes de régularisation	9 527	0	9 527	9 527	0	0	7 782
Total créances de l'actif circulant	29 140	-1 870	27 270	27 270	0	0	25 653

10. Fournisseurs et autres dettes

(en k€)	31/03/10 Net	31/03/11 Net
Emprunts court terme		

(en k€)	31/03/10 Net	31/03/11 Net
Fournisseurs	28 242	17 132
Fournisseurs, factures non parvenues	3 253	5 027
Total Dettes fournisseurs	31 495	22 159

Personnel et Comptes rattachés	1 121	934
Sécurité Sociale et autres organismes	1 647	1 298
Etat – TVA	3 004	3 845
Etat – IS	0	571
Autres impôts et taxes	800	726
Autres dettes	2 839	4 595
Total Autres dettes	9 411	11 969

11. Capital émis et réserves**Capital social**

Au 31 mars 2011, le capital de la société Rue du Commerce est composé de 11.089.748 actions d'une valeur nominale de 0,25 euros.

Evolution du capital social	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital Social (1)
Au 31 mars 2010	11 089 748	0,25	2 772 437
Augmentation de capital (conversion de stock-options)	0	0,25	0
Au 31 mars 2011	11 089 748	0,25	2 772 437

Contrat de liquidité

Depuis le 30 septembre 2005 et pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction, la société RUE DU COMMERCE a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AFEI approuvée par l'instruction de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 mars 2005 à PORTZAMPARC S.A.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, 200 000 € ont été affectés au compte de liquidité.

Au 31 mars 2011, au titre de ce contrat, la société était propriétaire de 12.141 actions détenues en propre, valorisées 76 milliers d'euros. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Contrat de croissance externe

Par ailleurs, la société RUE DU COMMERCE a conclu le 01 avril 2009 une convention avec la société PORTZAMPARC permettant à la société d'acquérir ses propres actions en vue de les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Au 31 mars 2011, au titre de ce contrat, la société était propriétaire de 50.766 actions détenues en propre, valorisées 319 milliers d'euros. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Établissement teneur de titres

CACEIS Corporate Trust, anciennement Crédit Agricole Caisse d'Épargne Investor Services – Euro Emetteurs Finance, 14 rue Rouget de Lisle, 92130 Issy les Moulineaux, a été désigné comme mandataire pour assurer la tenue des comptes de propriétaires d'actions nominatives.

Capitaux propres

L'évolution des capitaux propres de la société se présente comme suit :

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES en k€	Capital	Primes	Réserves	Résultat	Total
CAPITAUX PROPRES au 1er avril 2009	2 772	21 314	6 009	2 154	32 249
Affectation du résultat au 31/03/2009			2 154	-2 154	0
Augmentation de capital (BSPCE)					0
Résultat de l'exercice				609	609
CAPITAUX PROPRES au 31 mars 2010	2 772	21 314	8 163	609	32 858
CAPITAUX PROPRES au 1er avril 2010	2 772	21 314	8 163	609	32 858
Affectation du résultat au 31/03/2010			609	-609	0
Augmentation de capital (Stock-Options)					0
Résultat de l'exercice				1 386	1 386
CAPITAUX PROPRES au 31 mars 2011	2 772	21 314	8 772	1 386	34 244

12. Stock-options

Les tableaux présentés ci-après donnent le détail des plans relatifs à l'actionnariat salarié en vigueur.

	Options de souscription d'actions					
	Plan n° 1	Plan n° 2	Plan n° 3	Plan n° 4	Plan n° 5	Plan n° 6
Date de l'assemblée générale	28/09/2006	28/09/2006	27/09/2007	22/09/2009	22/09/2009	29/07/2010
Date du Conseil d'administration	03/10/2006	14/05/2007	19/02/2008	21/10/2009	06/07/2010	14/02/2011
Nb total d'options autorisées	75 000	221 000	106 000	246 700	69 000	36 000
Nb total d'options restantes au 31/03/10	71 000	178 000	87 900	241 400	0	0
Nb d'options exercées au cours de l'exercice	0	0	0	0	0	0
Nb d'options supprimée au cours de l'exercice	53 000	30 000	35 800	60 800	5 000	0
Nb total d'options restantes au 31/03/11	18 000	148 000	52 100	180 600	64 000	36 000
Périodes d'exercice des options						
1ère période du	03/10/2008	14/05/2009	19/02/2010	21/10/2011	06/07/2012	14/02/2013
au	02/10/2009	13/05/2010	18/02/2011	20/10/2012	05/07/2013	13/02/2014
2ème période du	03/10/2009	14/05/2010	19/02/2011	21/10/2012	06/07/2013	14/02/2014
au	02/10/2010	13/05/2011	18/02/2012	20/10/2013	05/07/2014	13/02/2015
3ème période du	03/10/2010	14/05/2011	19/02/2012	21/10/2013	06/07/2014	14/02/2015
au	02/10/2016	13/05/2017	18/02/2018	20/10/2019	05/07/2020	13/02/2021
Condition d'exercice des options						
1ère période	50 % du nombre total des options pouvant être souscrites					
2ème période	75 % du nombre total de bons pouvant être souscrites					
3ème période	100 % du nombre total de bons pouvant être souscrites					
Prix de souscription des options	6,90	5,88	6,06	5,03	5,86	6,61

13. Emprunts et dettes financières

La société n'a aucun emprunt au 31 mars 2011. Sont inscrits au bilan dans les dettes financières les découverts bancaires d'un montant non significatif.

14. État des Provisions et Dépréciations

en k€	Provision pour risques	Provision pour charges	Dépréciation sur stock	Dépréciation sur compte client	Dépréciation sur autres créances
Au 31 mars 2010	76	0	834	2 776	0
Dotations	130	333	540	1 132	0
Reprises	-128	0	-374	-2 038	0
Au 31 mars 2011	78	333	1 000	1 870	0

Rue du Commerce s'est vue notifier le 14 novembre 2005 par l'administration fiscale un redressement en matière de TVA au titre des années 2002, 2003 et 2004 d'un montant total de 2 488 milliers d'euros.

A l'appui de sa décision, l'administration fiscale a cru pouvoir remettre en cause le droit à déduction de la TVA que Rue du Commerce avait payée à certains fournisseurs au motif que ceux-ci s'étaient abstenus de la reverser au Trésor Public et faisant état de liens supposés entre Rue du Commerce et ces fournisseurs.

Dans ce cadre, au mois de juillet 2007, l'administration fiscale a mis en œuvre le recouvrement de la rectification de TVA d'un montant de 2.488 milliers d'euros, la Société s'en étant acquitté au mois d'août 2007.

Dans le cadre de l'arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2006, en application des principes et règles comptables en vigueur et par souci de transparence vis-à-vis de ses actionnaires, la société avait décidé de constituer une provision correspondant à 100% du montant notifié. Cette provision a donc été reprise au cours du 1^{er} semestre de l'exercice ouvert au 1 avril 2007, concomitamment au paiement effectué en août 2007.

Après analyse des fondements de ce redressement, Rue du Commerce estime ne pas être responsable des agissements desdits fournisseurs et a décidé de le contester avec détermination par toutes les voies de recours légales. Rue du Commerce a introduit une requête introductive d'instance devant le Tribunal Administratif de Montreuil le 09 mars 2010, et demande le dégrèvement pur et simple de l'ensemble des rappels de TVA et des pénalités. (2.488 milliers d'euros hors intérêts).

15. Avantages du personnel**Plan d'intéressement des salariés au capital**

Il n'existe pas, à l'exception des plans de stock-options détaillés plus haut et de la participation légale, de plan d'intéressement des salariés au capital.

Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

L'engagement pour indemnités de fins de carrière est calculé sur la base d'hypothèses actuarielles.

Les hypothèses retenues pour le calcul de l'engagement au 31 mars 2011 sont les suivantes :

- a) Taux d'actualisation : Le taux de référence pour des régimes du type des IFC est le taux des obligations d'entreprise de haute qualité de maturité 10 ans, soit 4,00%

b) l'application des dispositifs de la loi Fillon, dans le cas général, les employés doivent cumuler un nombre d'années de service prédéfini afin de bénéficier de leur retraite légale à taux plein. Le nombre d'années de service requis est fonction de l'année de départ à la retraite comme suit :

Retraite en 2010,	40,50	années de service,
Retraite en 2011,	40,75	années de service,
Retraite après 2012,	41,00	années de service.

L'âge moyen de la population bénéficiaire étant de 30 ans, les salariés partiront en moyenne à la retraite après 2012. En faisant l'hypothèse que l'âge de début de carrière est de 21 ans pour les non cadres et 23 ans pour les cadres, l'âge de départ à la retraite serait donc de 62 ans pour les non cadres et 64 ans pour les cadres.

c) l'application de taux d'augmentation des salaires différenciés pour les cadres et les non cadres de respectivement 3% et 3% (inflation comprise)

d) Table de mortalité : la table TV 88-90 a été retenue

e) Probabilité de présence à l'âge de départ en retraite : l'application du taux défini par tranche d'âge a été retenu de la manière suivante :

Tranches d'âge	Probabilité de présence
de 18 à 39 ans	20%
de 40 à 49 ans	50%
de 50 à 59 ans	99%
60 ans et au-delà	100%

f) Taux de charges patronales : 45%.

Ces hypothèses conduisent à l'évaluation de l'engagement pour indemnités de fin de carrière de 132 milliers d'euros au 31 mars 2011. Ce dernier n'est pas provisionné dans les comptes sociaux, et apparaît donc dans les engagements hors bilan.

Droit Individuel de formation

Le volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande s'élève à 13.956 heures au 31 mars 2011.

16. Rémunération des dirigeants et des organes de Direction

Le montant des rémunérations allouées aux organes de direction à raison de leurs fonctions au sein de la société s'élève, au titre de l'exercice clos le 31 mars 2011, à 213 milliers d'euros.

(en euros)	31/03/10	31/03/11
Gauthier PICQUART – Président Directeur Général		
Rémunération Fixe	204 000	204 000
Rémunération Variable	0	0
Avantages en nature	9 427	9 453
TOTAL	213 427	213 453

Aucun jeton de présence n'a été versé aux membres des organes de direction au titre des trois derniers exercices clos.

Les membres des organes de direction et les administrateurs non membres des organes de direction ne bénéficient d'aucun stock-option ou titre donnant accès au capital.

Les membres des organes de direction ne bénéficient de même d'aucun engagement pris par la société et correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à la cessation ou du changement de leurs fonctions, ou postérieurement à celles-ci.

17. Engagements et éventualités

Engagement en matière de pensions et retraites: 132 milliers d'euros (cf § 15)

Effets escomptés et non échus : néant
 Avals et cautions reçus par le groupe : néant
 Avals et cautions données par le groupe : néant

Engagements de paiement futurs	A 1 an au +	A + d'1 an et à 5 ans au +	A + de 5 ans
Engagement commerciaux	-	-	-
Obligations contractuelles			
Baux			
- Locaux à Saint Ouen (93)	605	0	0
- Locaux à Aix (93)	63	58	0
- Locaux à Lyon (69)	26	33	0

18. Effectif moyen salarié

	31/03/09	31/03/10	31/03/11
Hommes	160	174	150
Femmes	151	165	146
TOTAL	311	339	296
Contrats à durée indéterminée	248	293	265
Contrats à durée déterminée	63	46	31
TOTAL	311	339	296
Cadres	110	119	99
Employés	201	220	197
TOTAL	311	339	296

19. Informations relatives aux parties liées

Tableau des filiales et participation

Filiales et participations	Maxidome
forme juridique	sas
Capital Social	37 000
Réserves & Report à nouveau	0
Quote-part du capital détenu en %	100%
Valeur brute des titres détenus	37 000
Valeur nette des titres détenus	37 000
Prêts et avances consenties par la société	0
Cautions et avals donnés par la société	néant
Chiffre d'affaires H.T. 31/03/10	0
Résultat 31/03/11	(2 699)

Aucun dividende n'a été perçu de la filiale au cours des trois derniers exercices.

La société Maxidome n'a eu aucune activité commerciale.

20. Politique de gestion des risques financiers*Risque de taux d'intérêt et de liquidité*

Historiquement, la Société a financé sa croissance grâce à ses actionnaires, la Société n'ayant recours à l'endettement que de manière ponctuelle et pour financer des projets précis.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011, la Société disposait de facilités de trésorerie accordées à court terme, qui n'ont été que partiellement utilisées, et consenties par les banques LCL (2 millions d'euros), HSBC (1 million d'euros) et OBC (1 million d'euros).

Les facilités de trésorerie accordées par les banques sont renouvelées et renégociées chaque année. Des discussions ont lieu au cours du mois d'octobre pour renouveler les facilités de trésorerie permettant de couvrir les besoins de financement maximum estimés pour l'exercice en cours. Pour l'exercice 2010 / 2011 a ainsi été obtenu un crédit de campagne additionnel de 10 millions d'euros auprès de LCL.

Compte tenu de sa position de trésorerie, la Société n'est actuellement exposée à aucun risque de liquidité, ni à un quelconque risque de taux d'intérêt.

Risque sur actions

Il n'existe pas de risque significatif lié à une fluctuation du marché boursier dans la mesure où la trésorerie de la société est placée en produits monétaires sans risques.

Risque de change

La société n'a aucune position nette dans une quelconque devise étrangère au 31 mars 2011.

La Société estime que le risque de change auquel elle est exposée dans le cadre de son activité n'est pas significatif, dans la mesure où elle réalise plus de 95% de ses achats en euros et moins de 5% en dollars américains, répercutant intégralement sur son prix de vente les variations éventuelles du dollar. Le chiffre d'affaires, les charges d'exploitation, les dépenses d'investissement, actifs et passifs de la Société sont libellés en euros.

Cependant, une hausse significative du dollar américain au détriment de l'euro pourrait avoir une incidence directe sur les prix des produits et donc sur l'activité de la Société. En effet, la plupart des produits vendus par la Société sont fabriqués en Asie et aux Etats-Unis d'Amérique et sont vendus à des importateurs européens sur la base du dollar américain.

Risque de crédit

La société n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée (pour la partie de vente administrations). Par ailleurs, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent, et par conséquent, l'exposition de la société aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

21. Evénements postérieurs à la date de clôture

Il n'existe à la date d'établissement du présent rapport aucun élément important susceptible d'être signalé pouvant avoir une influence significative sur la marche de l'entreprise et sur les états financiers clos au 31 mars 2011.



Comptes Consolidés
Groupe Rue du Commerce
31 mars 2011

1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	notes	12 mois 31/03/2010	12 mois 31/03/2011
Produits des activités ordinaires	4	352 635	312 445
dont Ventes de marchandises		331 047	290 783
dont Prestations de services		21 588	21 662
Autres produits de l'activité	5	49	86
Achats consommés		-298 120	-259 941
Marge Brute		54 564	52 590
Charges de personnel	5	-15 773	-13 970
Charges externes		-34 851	-31 046
Impôts et taxes		-1 447	-1 287
Dotations aux amortissements		-1 118	-1 424
Dépréciations et dotations nettes aux provisions		-1 026	-1 107
Autres produits de l'exploitation		89	99
Autres charges de l'exploitation		-115	-297
Résultat Opérationnel Courant		323	3 558
Autres produits opérationnels	6	156	0
Autres charges opérationnelles	6	0	-1 992
Résultat Opérationnel		479	1 566
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		164	175
Coût de l'endettement financier brut		-2	-2
Coût de l'endettement financier net		162	173
Autres produits financiers		143	170
Autres produits charges financières		-164	-187
Résultat avant impôt		620	1 723
Charges d'impôt sur le résultat	7	-217	-566
Résultat Net des activités ordinaires poursuivies de l'exercice		403	1 157
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		0	0
Résultat de l'exercice		403	1 157
Part Groupe		403	1 157
Intérêts Minoritaires			
	Notes	31/03/2010	31/03/2011
Nombre moyen d'actions sur l'exercice	8	11 089 748	11 089 748
Résultat par action		0,04 €	0,10 €
Dilution : nombre potentiel d'actions nouvelles		11 668 048	11 588 448
Résultat dilué par action		0,03 €	0,10 €

2. GAINS OU PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	31/03/2010	31/03/2011
Résultat net	403	1 157
Ecart de conversion		
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		
Réévaluation des immobilisations		
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies		
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		
Impôts		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	403	1 157
Dont part du Groupe	403	1 157
Dont part des intérêts minoritaires	0	0

3. BILAN CONSOLIDE

(en milliers d'euros)

ACTIF	notes	31/03/2010	31/03/2011
Écarts d'acquisition	9	91	91
Immobilisations Incorporelles	9	1 002	396
Immobilisations Corporelles	9	1 247	1 124
Immobilisations Financières	9	321	314
Actifs d'impôts différés	7	117	105
Autres actifs non courants		0	0
ACTIF NON COURANT		2 778	2 030
Stock et en cours	10	28 777	20 892
Créances clients et comptes rattachés (net)	11 & 15	17 739	17 614
Autres créances et comptes de régularisation	11 & 15	7 914	10 207
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	17 748	18 035
ACTIF COURANT		72 178	66 748
TOTAL ACTIF		74 956	68 777

PASSIF	notes	31/03/2010	31/03/2011
Capital	13	2 772	2 772
Réserves liées au capital	13	23 459	23 346
Réserves consolidées	13	6 326	6 750
Résultat de l'exercice	13	403	1 156
CAPITAUX PROPRES	13	32 961	34 024
Emprunts portant intérêt (part à + un an)	14	0	0
Passif d'impôts différés	7	171	42
Provision pour risques et Charges	15 & 16	224	543
Autres passifs non courants		0	0
PASSIF NON COURANT		395	585
Emprunts portant intérêt (part à - d'un an)	17	56	42
Fournisseurs et comptes rattachés (net)	17	31 498	22 160
Autres créditeurs et comptes de régularisation	17	10 046	11 965
PASSIF COURANT		41 600	34 167
TOTAL PASSIF		74 956	68 777

4. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

	notes	31/03/2010	31/03/2011
Résultat net consolidé des entreprises intégrées		403	1 156
Résultat des minoritaires		0	0
Résultat net consolidé y compris intérêts minoritaires		403	1 156
+ / - amortissements et provisions		1 690	1 003
+ / - charges et produits liés aux stocks options et assimilés	13	200	-82
+ / - (Plus)/moins values de cession		22	21
+ / - autres charges et produits		-268	0
Capacité d'autofinancement après endettement financier net et impôt		2 046	2 098
+ / - coûts de l'endettement financier net		-162	173
+ / - charge d'impôts (y compris impôts différés) (accroi.)/réduction	7	217	567
Capacité d'autofinancement avant endettement financier net et impôt		2 101	2 838
+ / - impôt versé / encaissé		-2 350	970
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-1 100	-2 628
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		-1 349	1 179
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-1 468	-745
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		0	50
Variation des prêts et avances		-93	7
+ / - incidence des variations de périmètre		0	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-1 560	-688
+ / - Augmentation de capital en numéraire	13	0	0
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		0	0
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		0	0
+ / - acquisitions d'actions en propre		-191	-31
Redevances de crédit-bail		0	0
+ / - Ecart de conversion		0	0
+ / - variation des comptes courants		0	0
+ / - Emissions ou remboursements d'emprunts		0	0
Produits financiers nets		162	-173
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-29	-205
Variation de trésorerie		-2 938	287
Trésorerie d'ouverture		20 686	17 748
Trésorerie de Clôture		17 748	18 036
Variation de trésorerie		-2 938	287

5. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Capital	Primes & Réserves	Résultat	Gains ou pertes directement comptabilisés en CP	Total
Part groupe					
CAPITAUX PROPRES au 1er avril 2009	2 772	27 635	2 120	0	32 527
Affectation du résultat au 31/03/2009		2 120	-2 120		0
Augmentation de capital (Stock-Options)					0
Impact IFRS sur les réserves (Stock-Options)		200			199,7
Annulation actions propres		-169			-169
Gains ou pertes comptabilisés en CP					0
Résultat consolidé			403		403
CAPITAUX PROPRES au 31 mars 2010	2 772	29 786	403	0	32 961
CAPITAUX PROPRES au 1er avril 2010	2 772	29 786	403	0	32 961
Affectation du résultat au 31/03/2010		403	-403		0
Augmentation de capital (Stock-Options)					0
Impact IFRS sur les réserves (Stock-Options)		-82			-81,7
Annulation actions propres		-11			-11
Gains ou pertes comptabilisés en CP					0
Résultat consolidé			1 156		1 156
CAPITAUX PROPRES au 31 mars 2011	2 772	30 096	1 156	0	34 024

6. ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES – EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2011

1. Informations relatives à l'entreprise

En date du 08 juin 2011, le conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Rue du Commerce pour l'exercice clos le 31 mars 2011. Rue du Commerce est une société anonyme cotée à Paris au compartiment C d'Euronext.

Rue du Commerce s'est spécialisée lors de sa création en 1999 dans la distribution exclusivement en ligne de produits high tech à destination des particuliers (BtoC), puis des administrations et entreprises (BtoB). En juillet 2007 Rue du Commerce a progressivement étendu ses activités en fédérant des sites marchands renforçant son offre de produits dans l'électroménager, la mode, la beauté, la maison, le sport et bricolage, les jeux et jouets et les voyages. Depuis septembre 2009, Rue du Commerce présente une offre de biens culturels.

Rue du Commerce exploite à ce jour trois sites marchands, www.rueducommerce.com, www.topachat.com, www.alapage.com.

2. Évènements significatifs de l'exercice

A l'issue d'une année 2009 / 2010 marquée par des acquisitions désormais complètement intégrées et dans un environnement de consommation offrant une visibilité réduite, Rue du Commerce a décidé d'ajuster au cours du 1^{er} semestre 2010 / 2011 ses charges afin d'améliorer sa compétitivité et de répondre à la décroissance de l'activité historique High Tech.

Le coût de cet ajustement, conjuguant réduction d'effectif, réorganisation de certains process et renforcement des activités particulièrement porteuses, dont la Galerie, s'est élevé à 2 millions d'euros avant impôts.

3. Principes comptables

Principes de préparation des états financiers

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 mars 2011 et disponibles sur le site

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les normes comptables internationales comprennent les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations (IFRIC et SIC).

Les comptes consolidés de la période sont présentés en milliers d'euros et sont établis suivant les mêmes méthodes comptables et les mêmes modalités d'estimation que celles utilisées pour les comptes consolidés au 31 mars 2010, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations suivantes :

Titre	Date d'application de la norme*	Adoption par l'Union Européenne	Date d'endossement UE réelle ou attendue	Statut
Normes et interprétations obligatoires au 31 mars 2011				
IAS 27 Amendée – <i>Etats financiers consolidés et individuels</i>	1 ^{er} juillet 2009 (1 ^{er} juillet 2009)	OUI	JO UE - 12 juin 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRS 3R – <i>Regroupement d'entreprises</i>	1 ^{er} juillet 2009 (1 ^{er} juillet 2009)	OUI	JO UE - 12 juin 2009	
IAS 39 – <i>Amendement relatif aux éléments éligibles à une opération de couverture</i>	1 ^{er} juillet 2009 (1 ^{er} juillet 2009)	OUI	JO UE – 16 septembre 2009	
Améliorations aux IFRS 2008 – <i>Amendement d'IFRS 5</i>	1 ^{er} juillet 2009 (1 ^{er} juillet 2009)	OUI	JO UE – 24 janvier 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRS 1 <i>réorganisée</i>	1 ^{er} juillet 2009 (1 ^{er} janvier 2010)	OUI	JO UE – 26 novembre 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe
Amendement d'IFRS 2– <i>Transactions intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions réglées en trésorerie</i>	1 ^{er} janvier 2010	OUI	JO UE – 24 mars 2010	Sans incidence sur les comptes du Groupe
<i>Améliorations aux IFRS – Avril 2009 (1)</i>	Variable selon les amendements	OUI	JO UE – 24 mars 2010	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRIC 15 – <i>Contrats de construction de biens immobiliers</i>	1 ^{er} janvier 2009 (31 décembre 2009)	OUI	JO UE – 23 juillet 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRIC 16 – <i>Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger</i>	1 ^{er} octobre 2008 (1 ^{er} juillet 2009)	OUI	JO UE – 5 juin 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRIC 17 – <i>Distributions d'actifs non-monétaires aux propriétaires</i>	1 ^{er} juillet 2009 (31 octobre 2009)	OUI	JO UE – 27 novembre 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe

Amendement d'IAS 32 – <i>Classement des émissions de droits</i>	1 ^{er} février 2010	OUI	JO UE – 24 décembre 2009	Pas d'application anticipée par le Groupe
IFRIC 18 – <i>Transferts d'actifs provenant de clients</i>	1 ^{er} juillet 2009 (31 octobre 2009)	OUI	JO UE – 1 décembre 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe

* Correspond à la date d'application prévue par l'IASB. Pour les textes adoptés par l'UE, la date d'application prévue par le règlement UE est indiquée entre parenthèses lorsqu'elle est différente de celle prévue par l'IASB.

Nouvelles normes, amendements et interprétations adoptées par l'Union Européenne et qui ne sont pas d'application obligatoire :

Titre	Date d'application de la norme*	Adoption par l'Union Européenne	Date d'endossement UE réelle ou attendue	Applicable par anticipation au 31 décembre 2010 ?
Normes et interprétations qui ne sont pas d'application obligatoire au 31 mars 2011				
IFRS 9 Financial instruments (2)	1 ^{er} janvier 2013	NON	Reporté	Pas d'application anticipée par le Groupe
IAS 24 révisée– <i>Information relative aux parties liées</i>	1 ^{er} janvier 2011	OUI	JO UE – 19 juillet 2010	Pas d'application anticipée par le Groupe
Amendement d'IFRS 1 – <i>Exemption limitée de l'obligation de fournir des informations comparatives selon IFRS7 pour les premiers adoptants</i>	1 ^{er} janvier 2011 (1 ^{er} juillet 2010)	OUI	JO UE – 1 juillet 2010	Pas d'application anticipée par le Groupe
IFRIC 19 – <i>Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres</i>	1 ^{er} juillet 2010	OUI	JO UE – 24 juillet 2010	Pas d'application anticipée par le Groupe
Amendements d'IFRIC 14 – Paiements d'avance d'exigences de financement minimal	1 ^{er} janvier 2011	OUI	JO UE – 20 juillet 2010	Pas d'application anticipée par le Groupe
Amendments to IFRS 7 Financial instruments : Disclosures	1 ^{er} juillet 2011	NON	Q2 2011	Pas d'application anticipée par le Groupe
Améliorations aux IFRS – mai 2010 (3)	Variable selon les amendements	NON	Q4 2010	Pas d'application anticipée par le Groupe

Le groupe n'a pas appliqué ces normes par anticipation et ne devrait pas être impacté par leur mise en vigueur.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés et actifs financiers disponibles à la vente, qui sont évalués à leur juste valeur.

Recours à des estimations et des hypothèses

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la Direction d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période, ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les principaux postes comptables concernés par des estimations ou hypothèses sont les suivants :

- Dépréciation des comptes clients et du stock (dépréciation statistique) ;
- Estimations des remises de fins d'année ;
- Détermination des charges de Stock-options (Loi Black & Scholes) ;
- Valorisation des marques (Méthode des redevances actualisées) ;
- Provision pour indemnité de départ à la retraite ;
- Provision pour risques et charges.

Principes de consolidation

Les états financiers de Rue du Commerce sont préparés sur la base des méthodes comptables homogènes au sein du groupe.

Tous les soldes et transactions intragroupes ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs, provenant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

Le périmètre de consolidation comprend l'ensemble des sociétés contrôlées de façon durable et exclusive par Rue du Commerce. Toutes les sociétés sont consolidées par intégration globale.

La société consolidante est Rue du Commerce SA.

Les états financiers de la filiale sont établis à la même date de reporting que la société mère et en utilisant les mêmes méthodes comptables. Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes annuels, arrêtés au 31 mars 2011.

Au 31 mars 2011, le périmètre de consolidation se présente comme suit :

SOCIETE	SIEGE	N° SIREN	PAYS	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
RUE DU COMMERCE SA	44-50 avenue du capitaine Glarner 93585 Saint Ouen	422 797 720	France	Société mère	Société mère	IG *
Maxidome SAS	44-50 avenue du capitaine Glarner 93585 Saint Ouen	492 829 569	France	100%	100%	IG *
(*) IG : Intégration globale						

Conversion des monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle et de présentation de Rue de Commerce et de sa filiale est l'euro (€). Les opérations en monnaies étrangères sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction. A la date de clôture les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture. Tous les écarts sont enregistrés dans le compte de résultat.

Écart d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs identifiables acquis, des passifs et passifs éventuels assumés.

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans les justes valeurs des actifs, passifs et passifs identifiables acquis, cet excédent est immédiatement comptabilisé dans le résultat de l'exercice d'acquisition.

Après la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût. Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont comptabilisées à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles créées en interne, à l'exception des coûts de développement, ne sont pas capitalisées, et les dépenses engagées sont comptabilisées en résultat lorsqu'elles sont encourues. Le groupe apprécie si la durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle est finie ou indéterminée.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie finie sont amorties sur la durée d'utilité économique et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication de perte de valeur.

Leur durée d'utilité est revue chaque année et les ajustements éventuels en résultant sont comptabilisés de manière prospective.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée sont soumises à des tests de perte de valeur chaque année, soit individuellement soit au niveau de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle elles appartiennent. Ces immobilisations ne sont pas amorties.

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- Les frais de création et du développement, dans les phases initiales, du site internet rueducommerce.com (totalement amortis à ce jour),
- des noms de domaine,
- des logiciels,
- des fonds de commerce et des marques.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée des immobilisations.

	Durée d'amortissement
Noms de domaine internet	Non amorti
Logiciels	1 an
Marque Top Achat	3 ans
Marque Alapage	3 ans
Site Alapage	3 ans

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût, à l'exclusion des coûts d'entretien courant, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, sur les durées d'utilité suivantes :

	Durées d'amortissement
• Agencements et Installations	3 ans
• Mobilier, matériel de bureau et inf.	3 ans
• Central téléphonique (autocommutateur)	5 ans

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. S'il existe un quelconque indice de cette nature et si les valeurs comptables excèdent la valeur recouvrable estimée, les actifs ou unités génératrices de trésorerie sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif.

Une immobilisation corporelle est dé-comptabilisée lors de sa sortie ou quand aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie.

Dépréciation des actifs corporels et incorporels

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, examinés à chaque clôture. Ce test doit être effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie.

Pour ce test de dépréciation, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Les écarts d'acquisition ne génèrent pas des entrées de trésorerie et sont, par conséquent, alloués à des UGT ou au groupe d'UGT correspondant au niveau le plus fin de l'organisation pour lequel est opéré le suivi du retour sur investissement, soit dans le cas de Rue du Commerce l'entité juridique consolidante.

La valeur d'utilité de ces unités ou regroupement d'unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de ces unités ou regroupement d'unités, une perte de valeur est enregistrée pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

Contrairement aux éventuelles pertes de valeur affectées aux actifs corporelles et incorporelles amortissables, celles affectées à un écart d'acquisition sont définitives et ne peuvent être reprises au cours d'exercices ultérieurs.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent aux dépôts et cautionnements, ainsi qu'aux prêts, et sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les dépôts et cautionnements font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur probable de recouvrement. Les prêts sont des actifs financiers dont la comptabilisation et le suivi des valeurs sont décrits ci-après.

Actions propres

Si le groupe achète ses propres instruments de capitaux propres (actions propres), ceux-ci sont déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans le compte de résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres du groupe, ni lorsqu'une dépréciation est constatée ou reprise.

Stocks

Les stocks sont évalués au prix unitaire moyen pondéré.

Conformément aux principes IAS 2, la valeur brute des stocks en fin de période (et donc le montant de la variation des stocks) tient compte des éléments suivants :

- Escomptes obtenus de la part des fournisseurs
- Remises, rabais, ristournes, obtenus des fournisseurs
- Frais de transport sur achats

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable des stocks à la clôture devient supérieure à la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est déterminée en fonction des perspectives de ventes. Elle correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Actifs financiers

La société classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : prêts et créances d'une part, actifs à la juste valeur par le résultat d'autre part. Au 31 mars 2011, le groupe ne possédait aucun actif financier comptabilisé dans la catégorie des investissements détenus jusqu'à échéance.

La ventilation des actifs financiers entre actifs courants et actifs non courants est déterminée par leur échéance à la date d'arrêt suivant qu'elle est inférieure ou supérieure à un an.

Tous les achats / ventes normalisés d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Prêts et créances

Lors de leur comptabilisation initiale, ces prêts et créances sont comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables puis au coût amorti calculé à l'aide du taux de rendement effectif. La valeur inscrite au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition. Ils font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat.

La valeur recouvrable des prêts et créances est égale à la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine des actifs financiers (c'est-à-dire au taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation initiale). Les créances dont l'échéance est proche ne sont pas actualisées.

Actifs à la juste valeur par le résultat

Il s'agit d'actifs financiers détenus par la société à des fins de réalisation d'un profit de cession à court terme. Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat. Classés en actifs courants dans les équivalents de trésorerie, ces actifs financiers comprennent notamment les valeurs mobilières de placement.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont ventilés entre passifs courants et passifs non courants en fonction de leur échéance à la date d'arrêt suivant qu'elle est inférieure ou supérieure à un an.

Les passifs financiers sont essentiellement constitués de dettes d'exploitation. Ils sont comptabilisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dettes d'exploitation ont des échéances inférieures à un an. Leurs valeurs nominales peuvent être considérées comme très voisines de leurs coûts amortis.

A l'exception des emprunts résultant du retraitement des contrats de location financement, la société n'a aucun prêt ou emprunt.

Clients et autres débiteurs

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture déduction faite des dépréciations des montants non recouvrables. Une estimation du montant de créances douteuses est effectuée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Les autres débiteurs sont des actifs non financiers. Le groupe apprécie à chaque clôture s'il existe une indication de perte de valeur pour chaque actif. En présence d'une telle présomption, ou lorsqu'un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, le groupe fait une estimation de la valeur recouvrable de l'actif. Une dépréciation est enregistrée lorsque la valeur nette comptable de l'actif devient inférieure à sa valeur recouvrable.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les dépôts à court terme comptabilisés au bilan comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Les équivalents de trésorerie comprennent des SICAV monétaires qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne représentant pas de risque significatif de changement de valeur. Tous les composants sont évalués à leur juste valeur.

Les découverts bancaires sont exclus des équivalents de trésorerie et classés au passif du bilan en emprunts et dettes financières courants.

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des découverts bancaires.

Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources que le groupe devra probablement supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée; il s'agit d'un passif éventuel.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées car soit il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, soit le montant ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante. Ils font l'objet d'une information en annexe.

La charge liée à la provision est présentée dans le compte de résultat nette de tout remboursement. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et, le cas échéant, les risques spécifiques au passif. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt.

Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

IAS 19 impose de provisionner les avantages accordés au personnel et qui lui sont versés à une date future, si ces avantages sont gérés dans le cadre de régimes à prestations définies. Dans le cas de Rue du Commerce, il s'agit de la provision pour Indemnités de Départ en Retraite.

Contrats de location

Les contrats de location-financement qui transfèrent au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location-financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité ou de la durée du contrat.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple. Les coûts indirects initiaux engagés lors de la négociation du contrat de location simple sont ajoutés à la valeur comptable de l'actif loué et comptabilisés sur la période de location sur les mêmes bases que les revenus locatifs. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Produits des activités ordinaires

Ventes de produits livrés par Rue du Commerce : Le chiffre d'affaires est reconnu au moment de l'expédition des produits.

Ventes de la Galerie : La commission est constatée à la livraison des marchandises par le partenaire.

Ventes de services : Le chiffre d'affaires des services associés aux produits, services dont la prestation est assurée par un partenaire, est reconnu à l'expédition des produits. Le chiffre d'affaires des services associés aux produits, services dont la prestation est assurée par Rue du Commerce, est pris à l'avancement au cours de la période sur laquelle le service est offert.

Prestations publicitaires : Le chiffre d'affaires de la régie est reconnu lorsque la publicité a été diffusée sur un ou plusieurs sites du Groupe Rue du Commerce.

- En application de la norme IAS 18, la société impute chaque année en diminution du prix d'achat des marchandises vendues les remises de fin d'années, semestrielles ou trimestrielles ou de protections de prix qu'elle facture à ses fournisseurs en vertu d'accords cadres marketing conclus avec ces derniers. Ce montant pour l'exercice clos le 31 mars 2011 s'élève à 2 909 milliers d'euros.
- De même, le chiffre d'affaires publicitaire facturé en échange de prestations publicitaires auprès du même partenaire (échange de bannières) est comptabilisé en moins de ces mêmes dépenses publicitaires. Ce montant pour l'exercice clos le 31 mars 2011 s'élève à 12 milliers d'euros.
- Ces deux reclassements sont effectués depuis la date de transition aux IFRS et l'indication des montants reclassés (2.921 milliers d'euros) permet de comprendre l'essentiel de la différence entre le chiffre d'affaires social et le chiffres d'affaires consolidé.

Les réductions accordées aux clients lors de la vente sont immédiatement déduites du prix de vente.

A la clôture de chaque exercice, la société enregistre dans le poste « avoirs à émettre » le montant total des bons d'achats adressés à ses clients, encore valides, et non utilisés.

Dans le cadre de l'application de la norme IAS 18 : produit des activités ordinaires, la société a été amenée à identifier l'impact sur le chiffre d'affaires des éléments suivants :

- **Délai de rétractation** : la société accordant à ses clients un délai de rétractation de 15 jours, il a été tenu compte de la perte de marge potentielle pouvant résulter du retour de produits, dans le cadre de la mise en œuvre de cette faculté de rétractation.
- **Produits défectueux** : la société assure la réparation des produits défectueux pendant la période de garantie pour le compte de ses clients. Elle bénéficie des mêmes conditions de garantie auprès de ses fournisseurs. Toutefois, il arrive que dans certains cas le traitement des produits défectueux se traduise par un coût net pour la société :
 - quand il n'est économiquement pas rentable de faire réparer le produit –notamment dans le cas d'importations en provenance d'Asie,
 - lorsque celui-ci est abîmé mais a malgré tout été accepté en retour en provenance du client.Conformément aux principes IFRS, la société calcule sur une base statistique le coût de ce service, pour les produits vendus mais non encore retournés.
- **Remboursement de la différence** : la société propose à ses clients le remboursement de la différence sur tous les produits du site dans les 24 heures qui suivent l'achat et provisionne sur une base statistique l'en-cours existant à la clôture de l'exercice.

La prise en compte de ces trois derniers éléments n'a pas d'impact significatif sur le résultat.

Impôts

Les impôts différés sont comptabilisés suivant la norme IAS 12, en utilisant la méthode bilantielle du report variable (utilisation du dernier taux d'impôt futur voté à la date de clôture), pour toutes les différences temporaires existant à la date de clôture, entre les bases comptables et fiscales des actifs et passifs de chaque société du Groupe.

Les impôts différés sont revus à chaque arrêté comptable pour tenir compte notamment des incidences des changements de législation fiscale et de leurs perspectives de recouvrement.

Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés pour les différences temporaires déductibles, les déficits fiscaux et les crédits d'impôts reportables, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible.

Pour apprécier l'existence d'un bénéfice imposable futur sur lequel imputer les actifs d'impôts différés, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- § Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- § Historique des résultats fiscaux des années précédentes ;
- § Existence de produits et de charges significatifs non-récurrents, inclus dans les résultats fiscaux passés, ne devant pas se renouveler à l'avenir.

Des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables, sauf circonstances particulières justifiant de la non constatation de cette dette potentielle. Les impôts différés ne sont pas actualisés.

4. Information sectorielle (IFRS 8)

2 segments sont examinés par la Direction afin de suivre les performances et l'allocation des ressources du Groupe. Il s'agit des activités stratégiques suivantes :

- Activité de Distributeur
- Activité de Galerie Marchande.

Ces 2 segments correspondent à 2 modes de fonctionnement de l'entreprise très différents :

Rue du Commerce, dans le cadre de son activité de distributeur, assure toute la chaîne du produit, depuis son référencement, son stockage, sa livraison, le traitement des retours et le SAV.

A l'inverse, Rue du Commerce n'assure pas ces prestations dans le cadre de son activité Galerie, mais perçoit des commissions de la part de ses partenaires, en rémunération de la présentation et de la vente des produits de ses partenaires sur les sites du Groupe.

Aucune ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique n'est communiquée, les ventes réalisées en France représentant plus de 95% du chiffre d'affaires total.

Compte de résultat sectoriel

12 mois 31/03/2011	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
Ventes à des clients externes	306 864	5 581		312 445
Ventes intersecteurs	0	0		0
Chiffre d'affaires	306 864	5 581		312 445
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	2 557	1 000		3 557
Autres produits opérationnels			0	0
Autres charges opérationnelles			-1 992	-1 992
RESULTAT OPERATIONNEL	2 557	1 000	-1 992	1 565
Produits de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie			175	175
Coût de l'endettement financier brut			-2	-2
Autres produits financiers			170	170
Autres charges financières			-187	-187
RESULTAT AVANT IMPÔT	2 557	1 000	-1 835	1 722
Charges d'impôts			-566	-566
RESULTAT NET	2 557	1 000	-2 401	1 156
12 mois 31/03/2010	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
Ventes à des clients externes	349 513	3 122		352 635
Ventes intersecteurs	0	0		0
Chiffre d'affaires	349 513	3 122		352 635
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	1 619	-1 296		323
Autres produits opérationnels			156	156
Autres charges opérationnelles			0	0
RESULTAT OPERATIONNEL	1 619	-1 296	156	479
Produits de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie			164	164
Coût de l'endettement financier brut			-2	-2
Autres produits financiers			143	143
Autres charges financières			-164	-164
RESULTAT AVANT IMPÔT	1 619	-1 296	297	620
Charges d'impôts			-217	-217
RESULTAT NET	1 619	-1 296	80	403

Bilan sectoriel

Exercice clos le 31 mars 2011				
Actif	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
ACTIF NON COURANT	487	0	1 542	2 029
ACTIF COURANT	38 319	4 126	24 303	66 748
TOTAL ACTIF	38 806	4 126	25 845	68 777
Passif	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
CAPITAUX PROPRES	0	0	34 024	34 024
PASSIF NON COURANT	0	0	585	585
PASSIF COURANT	14 609	3 988	15 571	34 168
TOTAL PASSIF	14 609	3 988	50 180	68 777
Exercice clos le 31 mars 2010				
Actif	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
ACTIF NON COURANT	1 093	0	1 685	2 778
ACTIF COURANT	46 408	2 790	22 980	72 178
TOTAL ACTIF	47 501	2 790	24 665	74 956
Passif	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
CAPITAUX PROPRES	0	0	32 961	32 961
PASSIF NON COURANT	0	0	395	395
PASSIF COURANT	24 834	2 708	14 058	41 600
TOTAL PASSIF	24 834	2 708	47 414	74 956

5. Autres produits et charges / Frais de personnel**Autres produits**

	31-mars-10	31-mars-11
Subventions publiques	29	39
Autres produits	20	47
Total Autres produits	49	86

Des subventions publiques ont été reçues pour favoriser l'emploi de certaines catégories du personnel.

Autres charges d'exploitation

Les créances site impayées depuis plus de 30 mois déjà provisionnées à hauteur de 95% ont fait l'objet de la constatation d'une perte sur créances irrécouvrables. L'impact net sur le résultat après déduction de la provision est une perte de 98K€.

Frais de personnel

	31-mars-10	31-mars-11
Salaires	10 697	10 757
Charges sociales	4 876	4 851
Participation des salariés	0	0
Coûts du PSE		-1 556
Charges liées aux Stock-Options (cf note 13)	200	-82
Total Frais de personnel	15 773	13 970

6. Autres produits et charges opérationnels

	31-mars-10	31-mars-11
Autres produits opérationnels	156	0
Autres charges opérationnelles	0	-1 992
Autres produits et charges opérationnels	156	-1 992

Les autres charges opérationnelles sont relatives aux coûts du plan de sauvegarde de l'emploi mis en place en juin 2010 comptabilisés à 100% dans les comptes au 31 mars 2011 pour un montant de 1 992 milliers d'euros.

Ce plan de sauvegarde de l'emploi concerne le départ de 54 salariés du groupe. Au 31 mars 2011, 53 salariés ont contractuellement quitté la société.

7. Impôts sur le résultat

Le rapprochement entre l'impôt théorique sur le résultat et la charge d'impôt comptabilisée est le suivant pour l'exercice clos le 31 mars 2011 :

	Avril 10 - Mars 11
Résultat consolidé des sociétés intégrées avant impôt	1 722
Taux d'impôt	33,33%
Impôt sur les sociétés théorique	574
Impôt sur les sociétés comptabilisé sur l'exercice	566
Ecart	8

Décomposition de l'écart :	
- Impôt relatif à des décalages permanents	-16
- Impact du retraitement des PMV sur actions propres	-7
- Impact du retraitement des Stock-Options (IFRS 2)	27
- Autres Impacts	-11
- Non activation des ID sur déficits fiscaux RDC	-1
- Contribution sociale sur les bénéfices	16
Ecart	-

L'impôt différé actif s'analyse par nature comme suit :			
	31/03/2010	Variation	31/03/2011
Différences temporelles fiscales	203	-23	180
Différences liées aux retraitements	147	-15	132
Total base	351	-38	313
Impôts Différés Actif	117	-13	104
Taux d'impôt	33,33%		33,33%

L'impôt différé passif s'analyse par nature comme suit :			
	31/03/2010	Variation	31/03/2011
Différences temporelles fiscales	0	0	0
Différences liées aux retraitements	-512	385	-127
Total base	-512	385	-127
Impôts Différés Passif	-171	128	-42
Taux d'impôt	33,33%		33,33%

8. Résultats par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice (ajusté des effets des options dilutives et des actions préférentielles convertibles remboursables à dividende non cumulatif dilutives).

9. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Valeurs brutes								
	Ecart d'acquis.	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Immos Financières
Au 31 mars 2010	91	175	3 876	4 051	986	3 278	4 264	321
Acquisitions	0	0	65	65	3	676	679	0
Cessions	0	50	0	50	0	0	0	7
Au 31 mars 2011	91	125	3 941	4 066	989	3 954	4 943	314
Amortissements								
	Ecart d'acquis.	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Immos Financières
Au 31 mars 2010	0	0	3 049	3 049	787	2 230	3 017	0
Dotations	0	53	568	621	105	697	802	0
Reprises	0	0	0	0	0	0	0	0
Au 31 mars 2011	0	53	3 617	3 670	892	2 927	3 819	0
Valeurs nettes								
	Ecart d'acquis.	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Immos Financières
Au 31 mars 2010	91	175	827	1 002	199	1 048	1 247	321
Au 31 mars 2011	91	72	324	396	97	1 027	1 124	314

L'écart d'acquisition se rattache à l'activité CD & CO (vente aux administrations et aux écoles), activité en forte croissance.

Dans l'absence d'indice de perte de valeur, aucune dépréciation de cet écart d'acquisition n'a été constatée dans les états financiers au 31 mars 2011.

Dans le cadre de la prise de contrôle de l'activité Alapage au 01 septembre 2009, la marque Alapage a été valorisée à la juste valeur et inscrite au bilan pour un montant de 318 K€ (méthode des redevances en prenant comme hypothèse une durée de vie de 3 ans, un taux de redevance de 1% et un taux d'actualisation de 11%).

Compte tenu de l'écart important entre le chiffre d'affaires estimé de l'activité lors de l'évaluation à la juste valeur à la date d'acquisition et le chiffre d'affaires réel, la marque a été dépréciée au 31 mars 2011 pour un montant de 115 K€. Sa valeur nette est de 35 K€ au 31 mars 2011.

10. Stocks

	31/03/10	31/03/11
Valeur Brute	29 611	21 892
Provisions	(834)	(1 000)
Valeur Nette	28 777	20 892

11. Clients et autres débiteurs (courant)

	Brut 31/03/11	Depr.	Net 31/03/11	A 1 an au +	A + d'1 an et à 5 ans au +	A + de 5 ans	Net 31/03/10
Créances Clients et rattachées	19 484	-1 870	17 614	17 614	0	0	17 739
Autres débiteurs et comptes de régularisation	10 207	0	10 207	10 207	0	0	7 914
Total créances de l'actif circulant	29 691	-1 870	27 821	27 821	0	0	25 653

Au 31 mars 2011, la balance âgée des créances clients et rattachées se présente comme suit :

	net 31/03/11	Non échue	0 à 30 J	31 à 60 J	61 à 90 J	91 à 120 J	> 120 J
Créances Clients et rattachées	17 615	6 603	4 756	2 935	1 787	269	1 265

Les créances nettes à plus de 120 jours sont relatives essentiellement à des impayés de la part des clients « particuliers ».

12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31/03/10	31/03/11
Valeurs mobilières de placement	0	11 506
Disponibilités	17 748	6 529
Sous total	17 748	18 035
Emprunts court terme (découverts)	0	0
Trésorerie Nette	17 748	18 035

13. Capital émis et réserves**Capital social**

Au 31 mars 2011, le capital de la société Rue du Commerce est composé de 11.089.748 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euros.

L'évolution du capital social sur la période se présente comme suit :

Evolution du capital social	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital Social (1)
Au 31 mars 2010	11 089 748	0,25	2 772 437
Augmentation de capital (conversion de stock-options)	0	0,25	0
Au 31 mars 2011	11 089 748	0,25	2 772 437

(1) en euros

Contrat de liquidité et contrat de croissance externe

Depuis le 30 septembre 2005 et pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction, la société RUE DU COMMERCE a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité à PORTZAMPARC S.A.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, 200 000 € ont été affectés au compte de liquidité.

Au 31 mars 2011, au titre de ce contrat, la société était propriétaire de 12.141 actions détenues en propre, valorisées 76 milliers d'euros. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Par ailleurs, la société a lancé un programme de rachat de ses propres titres en vue de financer d'éventuelles acquisitions.

Au 31 mars 2011, au titre de ce contrat, la société était propriétaire de 50.766 actions détenues en propre, valorisées 319 milliers d'euros. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Ces actions ont été comptabilisées en diminution des capitaux propres (impact négatif sur les réserves de 244 milliers d'euros).

Etablissement teneur de titres

CACEIS Corporate Trust, anciennement Crédit Agricole Caisse d'Epargne Investor Services – Euro Emetteurs Finance, 14 rue Rouget de Lisle, 92130 Issy les Moulineaux, a été désigné comme mandataire pour assurer la tenue des comptes de propriétaires d'actions nominatives.

Options de souscription d'actions

Faisant usage de l'autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 septembre 2009, le Conseil d'Administration a mis en place le 06 juillet 2010 un nouveau plan de Stock-Options, dit n° 5. Faisant usage de l'autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 juillet 2010, le Conseil d'Administration a mis en place le 14 février 2011 un nouveau plan de Stock-Options, dit n°6,

Les principales caractéristiques de ces deux plans sont les suivantes :

Plan n°5

- Le Prix de Souscription de l'Action a été fixé à 5,86 euros (soit une prime d'émission de 5,61 euros) correspondant à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le 06 juillet 2010; une option donne droit à la souscription d'une action.

- Les Options pourront être librement exercées en une ou plusieurs fois, en tout ou partie, durant une période commençant à courir aux dates figurant ci-dessous et de la manière suivante :
 - Dans la limite de 50% des Options attribuées à compter du 06 juillet 2012 (inclus) jusqu'au 05 juillet 2013 (exclus);
 - Dans la limite de 75 % des Options attribuées à compter du 06 juillet 2013 (inclus) jusqu'au 05 juillet 2014 (exclus);
 - En totalité à compter du 06 juillet 2014 (inclus) jusqu'au 05 juillet 2020 (inclus).

Plan n°6

- Le Prix de Souscription de l'Action a été fixé à 6,61 euros (soit une prime d'émission de 6,36 euros) correspondant à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le 14 février 2011; une option donne droit à la souscription d'une action.
- Les Options pourront être librement exercées en une ou plusieurs fois, en tout ou partie, durant une période commençant à courir aux dates figurant ci-dessous et de la manière suivante :
 - Dans la limite de 50% des Options attribuées à compter du 14 février 2013 (inclus) jusqu'au 13 février 2014 (exclus);
 - Dans la limite de 75 % des Options attribuées à compter du 14 février 2014 (inclus) jusqu'au 13 février 2015 (exclus);
 - En totalité à compter du 14 février 2015 (inclus) jusqu'au 13 février 2021 (inclus).

Les actions qui seront émises devront être intégralement libérées lors de leur souscription. La libération s'effectuera en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société. Les actions créées porteront jouissance à compter du premier jour de l'exercice en cours lors de l'exercice des options. En conséquence, elles donneront droit au dividende versé au titre de l'exercice au cours duquel les options ont été exercées. Les Actions issues de l'exercice des Options ne pourront être cédées avant l'expiration d'un délai de quatre ans à compter de la date d'attribution.

69.000 options de souscription d'actions ont été allouées à certains managers en date du 06 juillet 2010 dans le cadre du plan n° 5 et 36.000 options de souscription d'actions ont été allouées en date du 14 février 2011 dans le cadre du plan n° 6.

Conformément à la norme IFRS 2 (« paiement fondé sur des actions »), les six plans d'options de souscription d'actions autorisés par les Assemblées générales du 28/09/2006, 27/09/2007, 22/09/2009 et 29/07/2010 ont été retraités (plan des 03/10/2006, du 14/05/2007, du 19/02/2008, du 21/10/2009, du 06/07/2010 et du 14/02/2011).

Juste valeur des options attribuées

Les justes valeurs des stocks options sont calculées selon le modèle de Black & Scholes. Il a été considéré que toutes les options seront systématiquement exercées à la fin de leur période d'exercice. La volatilité attendue est déterminée comme étant la moyenne de la volatilité historique de sociétés comparables et de la volatilité historique de Rue du Commerce.

Caractéristique des plans

Le tableau suivant présente les principales caractéristiques des 6 plans de Stock-options en vigueur au 31/03/11 :

	Options de souscription d'actions					
	Plan n° 1	Plan n° 2	Plan n° 3	Plan n° 4	Plan n° 5	Plan n° 6
Date de l'assemblée générale	28/09/2006	28/09/2006	27/09/2007	22/09/2009	22/09/2009	29/07/2010
Date du Conseil d'administration	03/10/2006	14/05/2007	19/02/2008	21/10/2009	06/07/2010	14/02/2011
Nb total d'options autorisées	75 000	221 000	106 000	246 700	69 000	36 000
Nb total d'options restantes au 31/03/10	71 000	178 000	87 900	241 400	0	0
Nb d'options exercées au cours de l'exercice	0	0	0	0	0	0
Nb d'options supprimée au cours de l'exercice	53 000	30 000	35 800	60 800	5 000	0
Nb total d'options restantes au 31/03/11	18 000	148 000	52 100	180 600	64 000	36 000
Périodes d'exercice des options						
1ère période du	03/10/2008	14/05/2009	19/02/2010	21/10/2011	06/07/2012	14/02/2013
au	02/10/2009	13/05/2010	18/02/2011	20/10/2012	05/07/2013	13/02/2014
2ème période du	03/10/2009	14/05/2010	19/02/2011	21/10/2012	06/07/2013	14/02/2014
au	02/10/2010	13/05/2011	18/02/2012	20/10/2013	05/07/2014	13/02/2015
3ème période du	03/10/2010	14/05/2011	19/02/2012	21/10/2013	06/07/2014	14/02/2015
au	02/10/2016	13/05/2017	18/02/2018	20/10/2019	05/07/2020	13/02/2021
Condition d'exercice des options						
1ère période	50 % du nombre total des options pouvant être souscrites					
2ème période	75 % du nombre total de bons pouvant être souscrites					
3ème période	100 % du nombre total de bons pouvant être souscrites					
Prix de souscription des options	6,90	5,88	6,06	5,03	5,86	6,61

Les options sont acquises si le détenteur est toujours présent à l'ouverture de la période d'exercice.

Principales hypothèses utilisées

L'estimation des justes valeurs des options octroyées pour les plans de stock-options ont été réalisées en utilisant le modèle de Black & Scholes. Les données utilisées dans le modèle sont les suivantes :

Plan	n°1, 03/10/2007	n°2, 14/05/2007	n°3, 19/02/2008	n°4, 21/10/2009	n°5, 06/07/2010	n°6, 14/02/2011
Cours du sous-jacent	6,47	6,00	6,05	5,26	5,91	6,48
Prix d'exercice	6,90	5,88	6,06	5,03	5,86	6,61
Volatilité	72%	67,5%	57,5%	50,0%	50,0%	50,0%
Taux sans risque	3,67%	4,30%	3,70%	2,70%	2,70%	3,75%
Maturité attendue	6 ans	6 ans	6 ans	6 ans	6 ans	6 ans
Dividendes attendues	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Taux de sortie	12%	12%	12%	12%	12%	12%
Juste valeur de l'option	4,21	3,97	3,56	2,78	3,07	2,54

Charges comptabilisées sur l'exercice

La charge globale initiale des six plans s'élève à 1.892 K€.

Le coût total des plans de stock-options (juste valeur de l'option multipliée par le nombre d'actions concernées) est révisé à la clôture de chaque exercice en fonction des hypothèses de vesting et de turnover du personnel, afin de déterminer le nombre d'options qui est susceptible d'être exercé.

184.600 options ont été annulées durant l'exercice écoulé.

Pour l'exercice clos le 31/03/07, la charge liée à l'application de IFRS 2 a été de 45 K€

Pour l'exercice clos le 31/03/08, la charge liée à l'application de IFRS 2 a été de 324 K€

Pour l'exercice clos le 31/03/09, la charge liée à l'application de IFRS 2 a été de 395 K€

Pour l'exercice clos le 31/03/10, la charge liée à l'application de IFRS 2 a été de 200 K€

Pour l'exercice clos le 31/03/11, le produit lié à l'application de IFRS 2 a été de 81 K€

Pour les exercices ultérieurs, et avant toute modification des hypothèses (notamment le nombre d'options encore susceptibles d'être exercées à la clôture des exercices concernés), la prévision des charges est la suivante :

- Exercice clos le 31 mars 2012 : 196 milliers d'euros
- Exercice clos le 31 mars 2013 : 106 milliers d'euros
- Exercice clos le 31 mars 2014 : 32 milliers d'euros
- Exercice clos le 31 mars 2015 : 3 milliers d'euros

14. Emprunts et prêts portant intérêt

La société n'a aucun prêt ou emprunt au 31 mars 2011.

15. Provisions et dépréciations

	Provision pour risques et charges	Dépréciation des stocks	Dépréciation des clients	Dépréciation des autres créances
Au 31 mars 2010	224	834	2 776	0
Dotations	1 296	540	1 132	
Reprises	-977	-374	-2 038	
Au 31 mars 2011	543	1 000	1 870	0

Les provisions pour risques et charges comptabilisées au 31 mars 2011 concernent :

- les coûts estimés restant à courir sur l'accompagnement du PSE et des litiges prud'homme pour 361 K€
- les indemnités de fin de carrière pour 132 K€
- Un litige commercial pour 50 k€.

Litige fiscal

Rue du Commerce s'est vue notifier le 14 novembre 2005 par l'administration fiscale un redressement en matière de TVA au titre des années 2002, 2003 et 2004 d'un montant total de 2 488 milliers d'euros.

A l'appui de sa décision, l'administration fiscale a cru pouvoir remettre en cause le droit à déduction de la TVA que Rue du Commerce avait payée à certains fournisseurs au motif que ceux-ci s'étaient abstenus de la reverser au Trésor Public et faisant état de liens supposés entre Rue du Commerce et ces fournisseurs.

Dans ce cadre, au mois de juillet 2007, l'administration fiscale a mis en oeuvre le recouvrement des rectifications de TVA d'un montant de 2.488 milliers d'euros, la Société s'en étant acquitté au mois d'août 2007.

Dans le cadre de l'arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2006, en application des principes et règles comptables en vigueur et par souci de transparence vis-à-vis de ses actionnaires, la société avait décidé de constituer une provision correspondant à 100% du montant notifié. Cette provision a donc été reprise au cours du 1^{er} semestre de l'exercice ouvert au 1 avril 2007, concomitamment au paiement effectué en août 2007.

Après analyse des fondements de ce redressement, Rue du Commerce estime ne pas être responsable des agissements desdits fournisseurs et a décidé de le contester avec détermination par toutes les voies de recours légales. Rue du Commerce a introduit une requête introductive d'instance devant le Tribunal Administratif de Montreuil le 9 mars 2010, et demande le dégrèvement pur et simple de l'ensemble des rappels de TVA et des pénalités. (2.488 milliers d'euros hors intérêts).

16. Avantages du personnel

Plan d'intéressement des salariés au capital

Il n'existe pas, à l'exception des plans de stock-options décrits en note 13 et de la participation légale éventuelle, d'autre plan d'intéressement des salariés au capital.

Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

Une provision pour indemnités de fins de carrière est calculée, sur la base d'hypothèses actuarielles. Les hypothèses retenues pour le calcul de la provision au 31 mars 2011 sont les suivantes :

- a) Taux d'actualisation : Le taux de référence pour des régimes du type des IFC est le taux des obligations d'entreprise de haute qualité de maturité 10 ans, soit 3,75%
- b) l'application des dispositifs de la loi Fillon, dans le cas général, les employés doivent cumuler un nombre d'années de service prédéfini afin de bénéficier de leur retraite légale à taux plein. Le nombre d'années de service requis est fonction de l'année de départ à la retraite comme suit :

- Retraite en 2011, 40,75 années de service,
- Retraite après 2012, 41,00 années de service.

L'âge moyen de la population bénéficiaire étant de 30 ans, les salariés partiront en moyenne à la retraite après 2012. En faisant l'hypothèse que l'âge de début de carrière est de 21 ans pour les non cadres et 23 ans pour les cadres, l'âge de départ à la retraite serait donc de 62 ans pour les non cadres et 64 ans pour les cadres.

c) l'application de taux d'augmentation des salaires différenciés pour les cadres et les non cadres de 3% (inflation comprise)

d) Table de mortalité : la table TV 88-90 a été retenue

e) Probabilité à l'âge de départ à la retraite Table de turnover : l'application de taux de sortie défini par tranche d'âge a été retenu de la manière suivante :

Tranches d'âge	Probabilité de présence
de 18 à 39 ans	20 %
de 40 à 49 ans	50 %
de 50 à 59 ans	99%
60 ans et au-delà	100%

f) Taux de charges patronales : 45%.

Ces hypothèses conduisent à l'évaluation de la provision pour indemnités de fin de carrière de 132 milliers d'euros au 31 mars 2011, soit une reprise de 16 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 mars 2011.

Droit Individuel de formation

Le volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande s'élève à 13.956 heures au 31 mars 2011.

Rémunération des dirigeants et des organes de Direction

Le montant des rémunérations allouées aux organes de direction du Groupe à raison de leurs fonctions au sein des sociétés du Groupe s'élève au titre de l'exercice 2010/2011 à 213 milliers d'euros.

(en euros)	31/03/10	31/03/11
Gauthier PICQUART – Président Directeur Général		
Rémunération Fixe	204 000	204 000
Rémunération Variable	0	0
Avantages en nature	9 427	9 453
TOTAL	213 427	213 453

Aucun jeton de présence n'a été versé aux membres des organes de direction au titre des trois derniers exercices clos.

Les membres des organes de direction et les administrateurs non membres des organes de direction ne bénéficient d'aucun stock-option ou titre donnant accès au capital.

De même, les membres des organes de direction ne bénéficient d'aucun engagement pris par la société et correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à la cessation ou du changement de leurs fonctions, ou postérieurement à celles-ci.

17. Fournisseurs et autres créditeurs (courant)

	31/03/10 Net	31/03/11 Net
Emprunts court terme	0	0
Dettes Fournisseurs		
Fournisseurs	28 245	17 133
Fournisseurs, factures non parvenues	3 253	5 027
Total Dettes fournisseurs	31 498	22 160
Autres Crédeurs		
Personnel et Comptes rattachés	1 121	934
Sécurité Sociale et autres organismes	1 647	1 298
Etat – TVA	3 004	3 845
Etat – IS	0	571
Autres impôts et taxes	801	727
Autres dettes	3 473	4 590
Total Autres crédeurs	10 046	11 965

18. Engagements et éventualités**Engagements sur contrats de location-financement et contrats de location avec option d'achat**

Le groupe a des contrats de location-financement et des contrats de location avec option d'achat pour divers matériels et équipements. Ces contrats ne comprennent pas de clauses de renouvellement ou de clauses d'options d'achat et d'indexation. Ces contrats ont été retraités conformément aux principes régissant le traitement des contrats de location financement.

Au cours de la période close le 31 mars 2011, aucun nouveau contrat de location n'a été signé.

Au 31 mars 2011, les retraitements provenant de ces contrats de location se traduisent par les montants suivants :

Au 31/03/11	Valeur Brute	Amortissements cumulés	Valeur Nette
Location Autocom	88	-88	0
Location Serveurs	90	-90	0
Location Serveurs	118	-118	0

Autres engagements

Effets escomptés et non échus :	néant
Avals et cautions reçus par le groupe :	néant
Avals et cautions données par le groupe :	néant
Nantissement sur les stocks ou comptes clients :	néant

Engagements de paiement futurs	A 1 an au +	A + d'1 an et à 5 ans au +	A + de 5 ans
Engagement commerciaux	-	-	-
Obligations contractuelles			
Baux			
- Locaux à Saint Ouen (93)	605	0	0
- Locaux à Aix (93)	63	58	0
- Locaux à Lyon (69)	26	33	0

19. Effectif moyen salarié

	31/03/09	31/03/10	31/03/11
Hommes	160	174	150
Femmes	151	165	146
TOTAL	311	339	296
Contrats à durée indéterminée	248	293	265
Contrats à durée déterminée	63	46	31
TOTAL	311	339	296
Cadres	110	119	99
Employés	201	220	197
TOTAL	311	339	296

20. Informations relatives aux parties liées

La société Maxidome, acquise le 27 mars 2007, n'a eu aucune activité commerciale au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011. De même et pour la même période, il n'existe aucune transaction intercompagnie entre Maxidome et Rue du Commerce.

Un contrat a été signé le 12 juin 2009 entre la société PatJack sas et Rue du Commerce S.A. A ce titre, la société PatJack sas dont le dirigeant est Monsieur Patrick Jacquemin, administrateur de la société Rue du Commerce, a facturé pour 94 k€ de prestations de services.

21. Politique de gestion des risques financiers

Risque de taux d'intérêt et de liquidité

Historiquement, la Société a financé sa croissance grâce à ses actionnaires, la Société n'ayant recours à l'endettement que de manière ponctuelle et pour financer des projets précis.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011, la Société disposait de facilités de trésorerie accordées à court terme, qui n'ont été que partiellement utilisées, et consenties par les banques LCL (2 millions d'euros), HSBC (1 million d'euros) et OBC (1 million d'euros).

Les facilités de trésorerie accordées par les banques sont renouvelées et renégociées chaque année. Des discussions ont lieu au cours du mois d'octobre pour renouveler les facilités de trésorerie permettant de couvrir les besoins de financement maximum estimés pour l'exercice en cours. Pour l'exercice 2010 / 2011 a ainsi été obtenu un crédit de campagne additionnel de 10 millions d'euros auprès de LCL.

Compte tenu de sa position de trésorerie, la Société n'est actuellement exposée à aucun risque de liquidité, ni à un quelconque risque de taux d'intérêt.

Risque sur actions

Il n'existe pas de risque significatif lié à une fluctuation du marché boursier dans la mesure où la trésorerie de la société est placée en produits monétaires sans risques.

Risque de change

La société n'a aucune position nette dans une quelconque devise étrangère au 31 mars 2011.

La Société estime que le risque de change auquel elle est exposée dans le cadre de son activité n'est pas significatif, dans la mesure où elle réalise plus de 95% de ses achats en euros et moins de 5% en dollars américains, répercutant intégralement sur son prix de vente les variations éventuelles du dollar. Le chiffre d'affaires, les charges d'exploitation, les dépenses d'investissement, actifs et passifs de la Société sont libellés en euros.

Cependant, une hausse significative du dollar américain au détriment de l'euro pourrait avoir une incidence directe sur les prix des produits et donc sur l'activité de la Société. En effet, la plupart des produits vendus par la Société sont fabriqués en Asie et aux Etats-Unis d'Amérique et sont vendus à des importateurs européens sur la base du dollar américain.

Risque de crédit

Le groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée (pour la partie de vente administrations). Par ailleurs, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent, et par conséquent, l'exposition du groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

Gestion du capital

L'objectif principal du groupe en termes de gestion de son capital est de s'assurer le maintien d'une bonne notation du risque de crédit propre et des ratios sur capital sains, de manière à faciliter son activité et maximiser la valeur pour les actionnaires.

Le groupe gère la structure de son capital et procède à des ajustements en regard de l'évolution des conditions économiques. Pour maintenir et ajuster la structure du capital, le groupe peut ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires, rembourser une partie du capital ou émettre de nouvelles actions. Les objectifs, politiques et procédures de gestion demeurent inchangés par rapport à l'exercice précédent.

Comme cela est indiqué dans le §12 ci-dessus, le groupe n'a aucun emprunt au 31 mars 2011.

22. Événements postérieurs à la date de clôture

Il n'existe à la date d'établissement du présent rapport aucun élément important susceptible d'être signalé pouvant avoir une influence significative sur la marche de l'entreprise et sur les états financiers clos au 31 mars 2011.

MICHEL HAAS

83, avenue André-Morizet
92100 Boulogne-Billancourt

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit

Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Rue du Commerce

Exercice clos le 31 mars 2011

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2011, sur :

le contrôle des comptes annuels de la société Rue du Commerce, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

la justification de nos appréciations ;

les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société procède à l'évaluation et, le cas échéant, à la dépréciation des stocks selon les modalités décrites dans les notes 3, paragraphe « Stocks », 4 et 8 de l'annexe. Nous nous sommes assurés du bien-fondé de la méthode et du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'évaluation des stocks.

Votre société procède à l'évaluation et, le cas échéant, à la dépréciation des créances clients selon les modalités décrites dans les notes 3, paragraphe « Clients et créances rattachées », 4 et 9 de l'annexe. Nous nous sommes assurés du bien-fondé de la méthode et du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'évaluation des créances clients.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Boulogne-Billancourt et Paris-La Défense, le 27 juin 2011

Les Commissaires aux Comptes

Michel HAAS

ERNST & YOUNG Audit

Franck Sebag

MICHEL HAAS

83, avenue André-Morizet
92100 Boulogne-Billancourt

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit

Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Rue du Commerce

Exercice clos le 31 mars 2011

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2011, sur :

le contrôle des comptes consolidés de la société Rue du Commerce, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

la justification de nos appréciations ;

la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société procède à l'évaluation et, le cas échéant, à la dépréciation des stocks selon les modalités décrites dans la note 3, paragraphe « Stocks », et 10 de l'annexe. Nous nous sommes assurés du bien-fondé de la méthode et du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'évaluation des stocks.

Votre groupe procède à l'évaluation et, le cas échéant, à la dépréciation des créances clients selon les modalités décrites dans la note 3, paragraphe « Clients et autres débiteurs », et 11 de l'annexe. Nous nous sommes assurés du bien-fondé de la méthode et du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'évaluation des créances clients.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Boulogne-Billancourt et Paris-La Défense, le 27 juin 2011

Les Commissaires aux Comptes

Michel HAAS

ERNST & YOUNG Audit

Franck Sebag

Déclaration des personnes physiques assumant la responsabilité du rapport financier annuel

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Fait à Saint Ouen, le 27 juin 2011

Monsieur Gauthier Picquart
Président directeur général et
Administrateur de Rue du Commerce

Monsieur Laurent Bertin
Directeur administratif et financier
de Rue du Commerce